



RAPPORT DE GESTION GROUPE EFS AU 31 DÉCEMBRE 2024

1. Situation de l'EFS durant l'exercice écoulé	4
2. Synthèse de l'exécution de l'EPRD	5
3. Analyse de l'activité 2024	9
3.1 Cessions de PSL aux Etablissements de Santé	9
3.2 Prélèvements	10
3.3 Activités de laboratoire	11
3.4 Plasma pour fractionnement	11
4. Analyse du compte de résultat	12
4.1 Les produits d'exploitation	12
4.2 Analyse du résultat financier	24
4.3 Impôt sur les sociétés – Impôt forfaitaire annuel	24
5. Investissements	25
5.1 Les investissements immobiliers	25
5.2 Les investissements matériels	27
5.3 Les investissements informatiques	28
5.4 Les autres investissements	29
6. Analyse des équilibres financiers	30
6.1 Variation du fonds de roulement	30
6.2 Variation nette de trésorerie	35
7. Mention sur la décomposition de la dette fournisseur (en €)	37
8. Résultat de l'exercice et proposition d'affectation de celui-ci	38

9. Evolution prévisible, perspectives d'avenir et événements post-clôture	38
9.1 Evènements post-clôture	39
9.2 Le financement des investissements 2025	39
10. Faits marquants relatifs aux sociétés du Groupe	40
11. Informations relatives à la présentation des comptes consolidés	41
11.1 Notes sur le compte de résultat consolidé	41
11.2 Effectifs Groupe EFS	43
11.3 Tableau des flux de trésorerie du groupe	43

1. SITUATION DE L'EFS DURANT L'EXERCICE ECOULE

L'évolution des activités de l'EFS reste contrastée en 2024 : la dynamique de croissance du plasma pour fractionnement est engagée et confirmée, tandis que les cessions de concentrés de globules rouges (CGR) et de plasma thérapeutique poursuivent leur tendance baissière.

Le retrait des cessions de CGR s'établit à 2,0% en 2024 par rapport à 2023. La tendance baissière connaît donc une nette stabilisation par rapport à l'année précédente qui présentait une chute de 4,3% par rapport à l'exercice 2022. Entre 2019 et 2024, les cessions de CGR ont diminué de 11% et l'année 2023 a représenté la plus forte décroissance annuelle constatée sur cette activité.

L'activité de plasma thérapeutique continue à s'orienter en forte baisse : diminution des cessions de 7,8% en 2024 par rapport à 2023.

Pour rappel, au cours de l'été 2024, l'Etat a confirmé l'EFS comme opérateur unique de la collecte de **plasma pour fractionnement et lui a fixé des objectifs afin de renforcer notre souveraineté sanitaire dans le cadre de la filière française du plasma. La reprise de la production de plasma pour fractionnement engagée en 2023 se confirme en 2024 avec une progression des cessions de plasma de près de 5% en 2024** par rapport à 2023, ce qui a permis de livrer près de 870 KL au fractionnement français.

Cette reprise est possible grâce à la poursuite de la réarticulation d'une partie des effectifs du prélèvement de sang total vers la plasmaphérèse, la réalisation de campagnes publicitaires spécifiques plasma et le développement de politique de conversion de donneurs de sang total vers le plasma. **En 2024, l'activité de plasmaphérèse progresse de 16,3% par rapport à 2023.**

L'année 2024 se traduit également par la stabilisation et le renforcement des équilibres financiers de l'Etablissement. La capacité d'autofinancement au titre de l'exercice 2024 s'élève à 55,3 M€, en hausse de 31,8 M€ par rapport à 2023 grâce aux effets conjugués de la subvention allouée à l'EFS de 100 M€ en 2024 et d'une bonne tenue globale des activités et des ressources dédiées. Pour rappel, la LFSS pour 2024 avait apporté une réforme majeure au modèle économique de l'EFS, qui repose désormais sur **deux sources principales de financement**, les produits issus de cessions de produits sanguins labiles et des autres activités d'une part, et une dotation de l'Assurance Maladie allouée à l'EFS d'autre part (100 M€ en 2024). La dotation de l'Assurance Maladie est pérenne et la fixation de son montant est soumise chaque année au Parlement.

Le recours à un emprunt de 20 M€ a permis de soutenir un niveau d'investissement égal à 41,5 M€ en 2024, en progression de près de 8% par rapport à 2023.

Ainsi, alors que l'EFS avait connu une année 2023 particulièrement difficile sur le plan de la trésorerie, **la trésorerie de l'Etablissement s'établit à 27,1 M€ fin décembre 2024.**

Autres éléments significatifs intervenus en 2024

Sur le volet des investissements, le projet concernant le plateau technique de Lille a été réexaminé, retravaillé par les équipes nationales et régionales. La cartographie des plateaux de préparation de la façade ouest du pays a été étudiée de façon approfondie, ce qui a conduit l'EFS à conclure au maintien d'un plateau de préparation dans la région CPDL, à la condition qu'il respecte toutes les exigences d'exemplarité en termes de coût de réalisation et d'organisation au service des besoins de la chaîne transfusionnelle.

Dans le domaine de la bioproduction, la Commission européenne a autorisé le premier projet important d'intérêt européen commun (PIIEC) visant à soutenir la recherche, l'innovation et le déploiement industriel de produits de santé. Elle a retenu **le projet « The Drug Cell »**, qui rassemble, sous la coordination de l'Etablissement français du sang, neuf acteurs fondateurs et de multiples partenaires français et européens pour déployer des traitements innovants et les rendre accessibles au plus grand nombre.

Enfin, **l'année 2024 marque la fin du déploiement de la première brique de mutualisation des fonctions supports** sur les métiers de la recette : le projet INNOVENTE qui centralise la facturation clients sur un même outil SI au sein de quatre pôles de facturation dédiés.

2. SYNTHÈSE DE L'EXECUTION DE L'EPRD

Une baisse des cessions de PSL

Cessions de PSL (en nombre de poches)				
	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Cessions de CGR aux ES	2 081 938	2 125 252	-43 314	-2,0%
Cessions de Plaquettes aux ES	333 407	333 531	-124	-0,0%
Cessions de Plasma Thérapeutique	193 716	210 097	-16 381	-7,8%
Total Cessions de PSL	2 609 070	2 668 885	-59 815	-2,2%

L'Etablissement est une nouvelle fois impacté par une baisse des cessions de CGR (-2,0% par rapport à 2023, soit -43 314 poches). Pour rappel, entre 2019 et 2024, les cessions de CGR ont baissé de 11 %.

Les cessions de plasma thérapeutique chutent fortement de 7,8% en 2024 par rapport à 2023, soit -16 381 poches. Il s'agit d'une tendance de fond qui est constatée depuis plusieurs années compte tenu notamment du développement d'alternatives thérapeutiques : entre 2019 et 2024, les cessions de plasma thérapeutique sont en retrait de 28%.

Les cessions de plaquettes sont quant à elles restées stables en 2024 par rapport à 2023.

Une hausse des cessions de plasma au LFB

Plasma pour fractionnement (en litres)				
	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Total Plasma cédé issu de ST	586 985	569 567	17 418	3,1%
Total Plasma cédé issu d'Aphérèse	279 792	257 379	22 413	8,7%
> Total du plasma cédé	866 777	826 946	39 831	4,8%
Plasma pour fractionnement - Production	892 863	833 077	59 786	7,2%

Les cessions de plasma pour fractionnement sont en croissance de 4,8% par rapport à 2023 (+39 831 litres dont +22 413 litres issus d'aphérèse), ce qui est lié principalement à la croissance des prélèvements d'aphérèse plasmatisque (+16,3% par rapport à 2023, soit près de 54 000 plasmaphérèses supplémentaires).

Pour rappel, le tarif du plasma issu de sang total s'élève à 76,70 € par litre (depuis le 25 décembre 2019) et celui du plasma d'aphérèse à 120 € par litre (depuis le 1er janvier 2023).

Une activité de prélèvement en diminution sur le sang total compensée par la poursuite du développement de la plasmaphérèse.

Prélèvements (en nombre d'actes)				
	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Sang Total	2 219 278	2 268 677	-49 399	-2,2%
Aphérèses plasmatiques simples	382 956	329 295	53 661	16,3%
Aphérèses autres	79 302	79 927	-625	-0,8%
Total Prélèvements	2 681 536	2 677 899	3 637	0,1%
Total Prélèvements en équivalent sang total	2 801 124	2 787 627	13 497	0,5%

L'activité exprimée en nombre de prélèvements en équivalent sang total est en progression de 0,5% par rapport à 2023 (+13 497 prélèvements EqST). Cette progression est portée principalement par la poursuite de la croissance de l'activité de plasmaphérèses (près de 54 000 actes supplémentaires par rapport à 2023).

Les prélèvements de sang total sont quant à eux en retrait de 2,2%, ce qui est cohérent avec la baisse des cessions de CGR (-2,0%). La réarticulation des moyens du sang total vers la plasmaphérèse a continué en 2024 ainsi que nos actions en vue de recruter, de convertir et de fidéliser les donneurs. L'absentéisme sur le prélèvement, même s'il tend à décroître depuis deux ans, reste à un niveau élevé en 2024 (9,1%), ce qui impacte défavorablement la productivité. Les prélèvements de sang total en collectes mobiles représentent 77% des dons de sang total (soit -0,3 point par rapport à 2023), et le nombre de dons par collecte mobile a légèrement diminué en 2024 (55 dons en moyenne contre 56 dons en 2023).

Le chiffre d'affaires

Chiffre d'affaires				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Activités transfusionnelles	789 911	791 671	-1 760	-0,2%
Activités non transfusionnelles	96 131	90 287	5 844	6,5%
Ventes de marchandises	2 034	1 585	449	28,3%
Chiffre d'affaires	888 076	883 543	4 533	0,5%

Le chiffre d'affaires de l'année 2024 s'élève à 888,1 M€, en augmentation de 0,5% (+4,5 M€) par rapport à 2023 grâce principalement à une augmentation du chiffre d'affaires des activités non transfusionnelles de 5,8 M€ : hausse des recettes relatives aux actes de biologie (+3,6 M€) en lien avec la reprise de la croissance continue de l'activité de greffes ainsi que l'augmentation du chiffre d'affaires sur les bioproductions (+1,6 M€).

Le chiffre d'affaires des activités transfusionnelles est quant à lui en retrait de 1,8 M€ par rapport à 2023 en raison principalement de la baisse des recettes liées aux cessions de CGR (-9,4 M€), de plasma thérapeutique (-0,9 M€) et d'immunohématologie (-3,2 M€) partiellement compensée par l'augmentation du chiffre d'affaires relatif aux plaquettes (+7,4 M€) et au plasma pour fractionnement (+4,0 M€).

Les Soldes Intermédiaires de Gestion

Les Soldes Intermédiaires de Gestion se déclinent ainsi :

Soldes Intermédiaires de Gestion				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs réel 2023 %
Chiffre d'affaires	888 076	883 543	4 533	0,5%
Prod.immobilisée et variations de stocks	5 864	3 561	2 303	64,7%
Achats d'approvisionnements	-217 637	-217 598	-39	+0,0%
Services extérieurs	-163 931	-157 771	-6 160	3,9%
Valeur Ajoutée	512 372	511 735	637	0,1%
Subvention d'exploitation	104 971	59 314	45 657	77,0%
Autres impôts, taxes et versements assimilés	-2 275	-1 047	-1 228	117,3%
Charges de personnel	-564 136	-554 211	-9 925	1,8%
Excédent brut d'exploitation	50 932	15 791	35 141	222,5%
Résultat d'exploitation	9 840	-11 252	21 092	187,5%
Résultat financier	302	401	-99	-24,7%
Résultat courant	10 142	-10 851	20 993	193,5%
Impôt sur les bénéfices, IFA et CIR	1 232	2 184	-952	-43,6%
Résultat net	11 374	-8 667	20 041	231,2%

L'excédent brut d'exploitation

L'excédent brut d'exploitation de l'année 2024 s'élève à 50,9 M€ en progression de 35,1 M€ par rapport à 2023.

Le ratio de marge sur coûts variables (chiffre d'affaires + production stockée – achats d'approvisionnement) / (chiffre d'affaires + production stockée) s'établit en 2024 à 75,7%, en progression par rapport au réel 2023 (75,5 %, soit +0,2 point).

Le résultat d'exploitation et le résultat net comptable

Résultat d'exploitation				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Excédent Brut d'Exploitation	50 932	15 791	35 141	222,5%
Dotations aux amortissements	-43 154	-41 835	-1 319	-3,2%
Dotations aux provisions	-78 991	-82 280	3 289	4,0%
Autres charges de gestion courante	-4 588	-12 903	8 314	64,4%
Reprises sur amortissements et provisions	77 894	94 946	-17 053	-18,0%
Transfert de charges d'exploitation	1 175	750	424	56,6%
Autres produits de gestion courante	5 329	8 555	-3 225	-37,7%
Produits de cession d'actifs	104	5 321	-5 217	-98,0%
Reprise du financement rattaché à un actif	1 736	2 061	-325	-15,8%
Valeur comptable des éléments d'actif cédés	-597	-1 658	1 061	64,0%
Résultat d'exploitation	9 840	-11 252	21 092	187,5%

Les éléments compris entre l'EBE et le résultat d'exploitation représentent 41,1 M€ de charges en 2024, en augmentation de 15,7 M€ par rapport à 2023.

Le Crédit d'Impôt Recherche 2024 s'élève à 2,9 M€.

Le résultat net comptable au 31 décembre 2024 s'établit à 11,4 M€. Il intègre une charge d'IS de 1,8 M€.

Les investissements de l'exercice

En 2024, les investissements s'élèvent à 41,5 M€ versus 38,5 M€ en 2023.

Les équilibres financiers

La capacité d'autofinancement au titre de l'exercice 2024 s'élève à 55,3 M€, en hausse de 31,8 M€ par rapport à 2023.

Le niveau de trésorerie au 31 décembre 2024 s'élève à 27,1 M€, en augmentation de 17,3 M€ par rapport à fin 2023.

3. ANALYSE DE L'ACTIVITE 2024

3.1 Cessions de PSL aux Etablissements de Santé

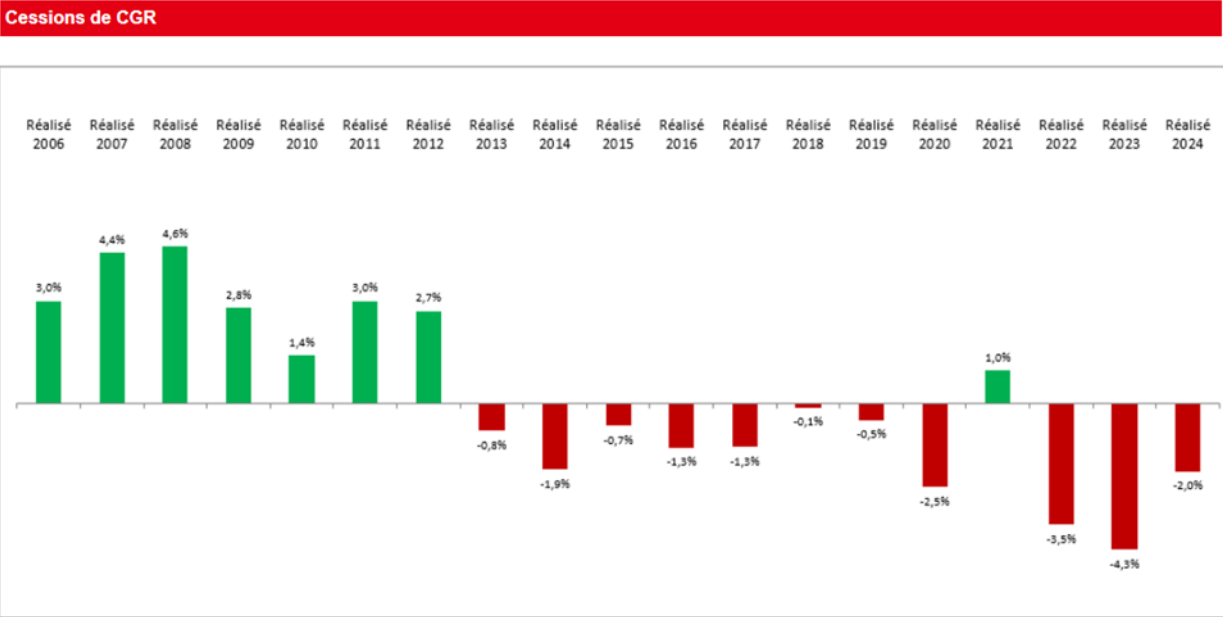
En 2024, les cessions de PSL (2 609 070 poches) sont en baisse de 59 815 produits par rapport à 2023.

Cessions de PSL (en nombre de poches)				
	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Cessions de CGR aux ES	2 081 938	2 125 252	-43 314	-2,0%
Cessions de Plaquettes aux ES	333 407	333 531	-124	-0,0%
Cessions de Plasma Thérapeutique	193 716	210 097	-16 381	-7,8%
Total Cessions de PSL	2 609 070	2 668 885	-59 815	-2,2%

3.1.1 Cessions de CGR

Les cessions de CGR aux établissements de santé (2 081 938 poches en 2024) représentent 79,8% du total des cessions de PSL.

Depuis 2006, l'évolution des cessions de CGR par rapport à l'année précédente s'illustre comme suit :



Les cessions de CGR diminuent en 2024 de 2,0% par rapport à 2023 qui avait enregistré une baisse de 4,3% par rapport à l'année précédente.

3.1.2 Cessions de Plaquettes

Cessions de Plaquettes (en unités)				
	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
✓ Total cessions de PLAQUETTES à des ES (unités)	2 375 599	2 363 087	12 512	0,5%
Cessions de CPA à des ES (unités)	664 592	684 744	-20 152	-2,9%
Cessions de MCP à des ES (unités)	1 711 007	1 678 343	32 664	1,9%
Part des cessions de MCPS en unités	72,0%	71,0%		

Au terme de l'année 2024, les cessions de plaquettes en nombre de tranches affichent une augmentation de 0,5% par rapport à 2023.

La part des MCPS dans les cessions de plaquettes s'établit à 72,0% en 2024 contre 71,0% à fin 2023.

3.1.3 Cessions de Plasmas Thérapeutiques

Les cessions de plasmas thérapeutiques affichent en 2024 une diminution de 7,8% (-16 381 poches) par rapport à 2023.

3.2 Prélèvements

Le nombre de prélèvements total de l'exercice 2024 est de 2 681 536 actes, en hausse de 3 637 prélèvements par rapport au réel 2023 (soit +0,1%).

Prélèvements (en nombre d'actes)				
	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Sang Total	2 219 278	2 268 677	-49 399	-2,2%
Aphérèses plasmatiques simples	382 956	329 295	53 661	16,3%
Aphérèses autres	79 302	79 927	-625	-0,8%
Total Prélèvements	2 681 536	2 677 899	3 637	0,1%
Total Prélèvements en équivalent sang total	2 801 124	2 787 627	13 497	0,5%

Les prélèvements de sang total s'élèvent à 2 219 278 actes en 2024, en diminution de 2,2% par rapport au réel 2023 (-49 399 actes). Ils ont suivi naturellement la même tendance que les cessions de CGR (-2,0% par rapport à 2023).

Les prélèvements d'aphérèse sont en hausse de 13,0% (+53 036 actes) par rapport au réel 2023.

3.3 Activités de laboratoire

Immuno Hématologie Receveurs et autres examens de laboratoire (en milliers de B)				
	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Immuno Hématologie Receveurs	352 765	349 730	3 035	0,9%
Autres Examens	174 625	161 138	13 487	8,4%
Total Examens de Laboratoire	527 390	510 868	16 522	3,2%

En 2024, l'EFS réalise une activité de biologie de 527,4 millions de B soit une augmentation de 3,2% par rapport à 2023. 66,9% de ces examens relèvent de l'immunohématologie érythrocytaire (« IHE »).

L'IHE est en augmentation de 0,9% entre 2023 et 2024 (+3,0 millions de B).

Les autres examens de biologie sont en hausse de 8,4% (13,5 millions de B) par rapport à 2023, principalement en Provence Alpes Côte d'Azur (17,3%), Bourgogne Franche Comté (13,7%) et Ile de France (29,2%).

3.4 Plasma pour fractionnement

Plasma pour fractionnement (en litres)				
	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Total Plasma cédé issu de ST	586 985	569 567	17 418	3,1%
Total Plasma cédé issu d'Aphérèse	279 792	257 379	22 413	8,7%
> Total du plasma cédé	866 777	826 946	39 831	4,8%
Plasma pour fractionnement - Production	892 863	833 077	59 786	7,2%

Les cessions de plasma pour fractionnement atteignent 866 777 litres en 2024 contre 826 946 litres en 2023, soit une hausse de 39 831 litres (+4,8%). La part des volumes issus d'aphérèse dans les cessions de plasma pour fractionnement est de 32,3% en 2024, en augmentation par rapport 2023 (part à 31,1%). Il s'agit de la conséquence directe de la configuration des prélèvements de l'Etablissement (baisse des prélèvements de sang total et forte croissance des prélèvements d'aphérèse).

4. ANALYSE DU COMPTE DE RESULTAT

Résultat d'exploitation				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs réel 2023 %
Chiffre d'affaires	888 076	883 543	4 533	0,5%
Subventions	104 971	59 314	45 657	77,0%
Autres produits	14 208	20 247	-6 039	-29,8%
Reprises sur amortissements et provision	77 894	94 946	-17 053	-18,0%
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 085 150	1 058 051	27 099	2,6%
Achats d'approvisionnements	-217 637	-217 598	-39	+0,0%
Services extérieurs	-163 931	-157 771	-6 160	3,9%
Frais de personnel	-564 136	-554 211	-9 925	1,8%
Autres charges	-7 460	-15 608	8 147	-52,2%
Dotations aux amortissements et provisions	-122 145	-124 115	1 971	-1,6%
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	-1 075 310	-1 069 303	-6 007	0,6%
Résultat d'exploitation	9 840	-11 252	21 092	187,5%

Le résultat d'exploitation de l'EFS est de 9,8 M€ au 31 décembre 2024, en amélioration de 21,1 M€ par rapport à 2023.

4.1 Les produits d'exploitation

Les produits d'exploitation de l'EFS au 31 décembre 2024 (1 085,2 M€) sont en augmentation de 27,1 M€ par rapport à l'exercice 2023 (+2,6%).

Produits d'exploitation				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Chiffre d'affaires	888 076	883 543	4 533	0,5%
Subventions d'exploitation	104 971	59 314	45 657	77,0%
Autres produits d'exploitation	14 208	20 247	-6 039	-29,8%
Reprises sur amortissements et provisions	77 894	94 946	-17 053	-18,0%
Produits d'exploitation	1 085 150	1 058 051	27 099	2,6%

4.1.1 Le chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires au 31 décembre 2024 s'élève à 888,1 M€, en augmentation de 4,5 M€ par rapport au réel 2023 (+0,5%).

Chiffre d'affaires				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs réel 2023 %
Activités transfusionnelles	789 911	791 671	-1 760	-0,2%
Activités non transfusionnelles	96 131	90 287	5 844	6,5%
Ventes de marchandises	2 034	1 585	449	28,3%
Chiffre d'affaires	888 076	883 543	4 533	0,5%

4.1.1.1 Le chiffre d'affaires relatif aux activités transfusionnelles

L'activité transfusionnelle, entendue au sens large, regroupe principalement les cessions de produits sanguins labiles aux établissements de santé, l'activité d'immunohématologie érythrocytaire, les cessions de plasma pour fractionnement et les cessions d'autres produits finis.

Le chiffre d'affaires relatif aux activités transfusionnelles pour 2024 représente 789,9 M€ soit 88,9% du chiffre d'affaires total de l'EFS contre 89,6% en 2023. Le détail figure dans le tableau ci-dessous.

CA activités transfusionnelles				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Concentrés de globules rouges	459 378	468 740	-9 362	-2,0%
Concentrés de plaquettes	127 521	120 085	7 436	6,2%
Plasmas thérapeutiques	19 935	20 839	-903	-4,3%
PSL thérapeutiques autologues	6	3	3	118,7%
Sous-Total PSL thérapeutiques	606 840	609 667	-2 827	-0,5%
Immunohématologie	88 309	91 553	-3 245	-3,5%
Plasma pour fractionnement	78 508	74 510	3 998	5,4%
Autres produits finis	16 253	15 940	313	2,0%
Activités transfusionnelles	789 911	791 671	-1 760	-0,2%

✓ Cessions de PSL thérapeutiques homologues et autologues

Le chiffre d'affaires des cessions de PSL thérapeutiques s'élève à 606,8 M€ en 2024. Il est en baisse de 2,8 M€ par rapport au réalisé 2023 (-0,5%) selon le détail suivant :

- Le chiffre d'affaires des concentrés de globules rouges est en baisse de 9,4 M€ (-2,0%) suite à la baisse des volumes cédés de 2,0% ;
- Le chiffre d'affaires des concentrés de plaquettes augmente de 7,4 M€ (+6,2%) en lien avec l'effet année pleine de la hausse de prix intervenue au 1er août 2023 (+13% pour les concentrés de plaquettaires standard et +6,8% pour les concentrés de plaquettes d'aphérèse) :
 - +6,9 M€ pour les concentrés plaquettaires standard (MCPS) avec une hausse de 1,9% des unités cédées ;
 - +0,6 M€ pour les concentrés de plaquettes d'aphérèse (CPA) intégrant une diminution des unités cédées de 2,9% ;

La part des cessions en unités des MCPS est de 72,0% à fin décembre 2024 contre 71,0% à fin décembre 2023.

- Le chiffre d'affaires des plasmas thérapeutiques est en baisse de 0,9 M€ (-4,3%) : la baisse du volume total cédé (-7,8%) est partiellement contrebalancée par la hausse des prix pratiquée sur certains marchés.

✓ Activité d'immunohématologie érythrocytaire

Le chiffre d'affaires 2024 de l'immunohématologie s'élève à 88,3 M€, en baisse de 3,2 M€ en raison des baisses successives du prix du B en février 2023, janvier 2024 et des baisses de cotations sur certains actes à partir de mi-septembre 2024 (décision du 21 août 2024 de l'Union nationale des caisses d'assurance maladie). En nombre d'actes, l'activité a progressé de 0,9%.

La part des actes redondants annulés à fin décembre 2024 est de 8,5% pour les actes ABOD et RHK contre 9,2% en 2023. Le taux d'annulation d'actes redondants RAI est de 2,4% à fin décembre 2024 contre 2,5% à fin décembre 2023. A fin décembre 2024, les actes redondants annulés pour l'ensemble de l'IH ont représenté environ 283 802 actes (16,3 MB), soit un montant de 4,1 M€ (versus 4,6 M€ à fin décembre 2023).

✓ **Plasma pour fractionnement**

Le chiffre d'affaires relatif aux cessions de plasma pour fractionnement s'élève pour 2024 à 78,5 M€, en hausse de 4,0 M€ par rapport à 2023 (+5,4%) en lien avec la hausse des volumes cédés (+39 831 litres).

✓ **Autres produits finis**

Les autres produits finis sont constitués principalement des PSL non thérapeutiques et de la vente de réactifs.

Le chiffre d'affaires relatif aux autres produits s'élève à 16,3 M€ en 2024, en augmentation de 0,3 M€ (soit +2,0%) par rapport à 2023 : +1,0 M€ sur les ventes de réactifs principalement en Grand Est (+0,3 M€), Centre Pays de la Loire (+0,3 M€) et Provence Alpes Côte d'Azur Corse (+0,2 M€) et -0,7 M€ pour l'activité de produits non thérapeutiques « PLER » essentiellement en Haut de France Normandie et Auvergne-Rhône-Alpes avec la baisse des demandes de sérums.

4.1.1.2 Le chiffre d'affaires relatif aux activités non transfusionnelles

Les activités non transfusionnelles s'élèvent à 96,1M€ en 2024 et représentent 10,8% du chiffre d'affaires total de l'EFS. Elles sont en augmentation de 6,5% par rapport à l'exercice précédent.

Elles regroupent principalement deux grands types d'activités :

- L'activité de biologie médicale hors immunohématologie érythrocytaire (46,2 M€) ;
- L'activité de prestations de services médicales (46,7 M€).

C.A. activités non transfusionnelles				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Actes d'Histocompatibilité	44 440	41 425	3 015	7,3%
Autres actes	1 730	1 175	555	47,2%
Sous-Total Activités de biologie	46 170	42 600	3 570	8,4%
Activités de Soins	13 164	12 370	793	6,4%
Activités de Banque de tissus	7 932	7 651	281	3,7%
Activités de Thérapie cellulaire	15 832	16 120	-288	-1,8%
Activités de Biothèque	146	92	55	59,4%
Autres	9 617	7 970	1 648	20,7%
Sous-Total Autres prest. de services médicales	46 692	44 203	2 489	5,6%
Total Prestations de services	92 861	86 803	6 058	7,0%
Autres produits des activités annexes	3 270	3 484	-214	-6,1%
Total Activités non transfusionnelles	96 131	90 287	5 844	6,5%

✓ **Les activités de biologie**

Il s'agit des examens de biologie hors immunohématologie qui regroupent les actes d'hématologie (dont la cytologie, l'hémostase et l'hémo-chimie), d'immunologie (dont la sérologie virale, bactérienne et parasitaire), d'histocompatibilité (dont les phénotypages HLA1, les recherches d'anticorps, les cross match et la gestion du fichier des donneurs de moelle ainsi que celle des receveurs).

¹ Human Leukocyte Antigen

Le chiffre d'affaires 2024 des activités de biologie est en hausse de 3,6 M€ par rapport à l'année 2023 (+8,4%) :

- Histocompatibilité : +3,0 M€ en lien avec l'activité des greffes ;
- A fin décembre 2024, les actes redondants annulés pour le HLA ont représenté 11 352 actes, soit un montant de 2,0 M€ (versus 2,3 M€ à fin décembre 2023) ;
- Sur les autres activités de laboratoires, la hausse totale est de 0,6 M€ principalement sur la cytologie.

✓ Les autres prestations de services médicales

Ces prestations regroupent les soins, les banques de tissus, la thérapie cellulaire, la biothèque donneurs et receveurs et d'autres prestations diverses.

Le chiffre d'affaires relatif aux autres prestations de services médicales augmente de 2,5 M€ soit +5,6% par rapport à 2023. Cette évolution résulte principalement des effets suivants :

- L'activité de soins enregistre une hausse de 0,8 M€ (+6,4%) essentiellement sur l'établissement Centre Pays de la Loire (+0,9 M€) avec la hausse sur les activités de photochimiothérapie extracorporelle (PCE) ;
- Les activités de banque de tissus augmentent de 0,3 M€ (+3,7%) principalement du fait d'une hausse d'activité sur les valves et les cornées ;
- L'activité de bioproductions est en croissance de 1,6 M€ principalement en Centre Pays de la Loire.

✓ Les autres produits d'activités annexes

Il s'agit de la facturation des formations de Campus EFS, de frais de ports et accessoires et de la refacturation des frais de locaux mis à disposition. Ils s'élèvent à 3,3 M€ en 2024, en baisse de 0,2 M€ par rapport à 2023 (-6,1%).

4.1.1.3 Le chiffre d'affaires relatif aux ventes de marchandises

Le chiffre d'affaires relatif aux ventes de marchandises s'élève à 2,0 M€ en 2024, en hausse de 0,4 M€ par rapport à 2023. Il est composé des ventes de plasma lyophilisé (plasma PLYO : +0,1 M€), de ventes de tissus et de petits matériels divers (+0,4 M€).

4.1.1.4 Les autres produits d'exploitation

Autres produits d'exploitation				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Reprises sur amortissements et provisions	77 894	94 946	-17 053	-18,0%
Subventions d'exploitation	104 971	59 314	45 657	77,0%
Autres produits de gestion courante	5 329	8 555	-3 225	-37,7%
Transfert de charges d'exploitation	1 175	750	424	56,6%
Production stockée	5 864	3 561	2 303	64,7%
Quote-part de subventions d'investissement	1 736	2 061	-325	-15,8%
Produits de cession d'actifs	104	5 321	-5 217	-98,0%
Total Autres produits d'exploitation	197 073	174 507	22 566	12,9%

Ils s'analysent de la façon suivante :

✓ **Subventions d'exploitation**

Par rapport au réel 2023, les subventions sont en hausse de 45,7 M€. Les principales subventions versées en 2024 sont les suivantes :

- Une subvention de 100,0 M€ versée par la CNAM (+ 45,3 M€ versus 2023) ;
- Les subventions versées par l'Agence de Biomédecine (ABM) à hauteur de 1,5 M€, au titre du plan greffe dans le cadre de la constitution d'un fichier de donneurs de moelle osseuse (10 997 typages) ;
- Des subventions au titre de la recherche et des MTI pour 2,7 M€ :
 - 0,6 M€ en Bourgogne Franche Comté (dont projets PIBT, MTI/Benchmark, Stellar, Feder) ;
 - 0,5 M€ en Ile de France (dont E-CELL, projet « Sclérodermie ») ;
 - 0,4 M€ en Centre Pays de la Loire (dont PSPC GENESIS) ;
 - 0,3 M€ en Auvergne Rhône Alpes ;
 - 0,2 M€ en Bretagne ;
 - 0,2 M€ en Grand Est ;
 - 0,2 M€ en Provence Alpes Côte d'Azur ;
 - 0,2 M€ en Occitanie ;
- Les subventions versées pour les banques de sang placentaire de 0,4 M€ ;
- Des subventions versées par d'autres organismes ainsi que des subventions de fonctionnement locales (CPAM, collectivités locales) pour 0,4 M€.

✓ **Autres produits de gestion courante**

Les autres produits de gestion courante s'élèvent à 5,3 M€ en 2024, en diminution de 3,2 M€ par rapport à 2023 (dont -4,8 M€ sur les Actions Nationales en lien avec le nouveau calcul du prorata de TVA et +0,5 M€ en Occitanie en raison d'une indemnité reçue pour un litige sur les chambres froides).

✓ **Reprises sur amortissements et provisions d'exploitation**

Le montant des reprises s'élève à 77,9 M€, soit -17,1 M€ par rapport à l'exercice 2023. Ce poste s'analyse en liaison avec les dotations aux provisions notamment sur stocks et encours détaillées avec les charges d'exploitation.

✓ **Variations de stocks et production immobilisée**

Ce poste, à hauteur de 5,9 M€, augmente de 2,3 M€ par rapport à 2023 ;
La variation de stocks de 5,9 M€ est liée aux produits suivants :

- Le plasma pour fractionnement : +5,0 M€ (+4,2 M€ versus 2023) ;
- Les concentrés de globules rouges : +1,3 M€ (+1,0 M€ versus 2023) ;
- Le plasma thérapeutique : -1,1 M€ (-2,5 M€ versus 2023) ;
- Les réactifs : -0,4 M€ (-0,5 M€ versus 2023).

✓ **Produits de cessions d'éléments d'actifs**

En 2024, les produits de cessions d'éléments d'actifs cédés sont de 0,1 M€. En 2023, la vente du site de Saint Laurent du Var (Provence Alpes Côte d'Azur Corse) a été réalisée à hauteur de 5,0 M€.

4.1.2 Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation de l'exercice 2024 sont en hausse de 6,0 M€ (+0,6%) par rapport au réel 2023.

Charges d'exploitation				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Achats d'approvisionnement	-217 637	-217 598	-39	+0,0%
Services extérieurs	-163 931	-157 771	-6 160	3,9%
Frais de personnel	-564 136	-554 211	-9 925	1,8%
Dotation aux amortissements et aux provisions	-122 145	-124 115	1 971	-1,6%
Autres charges	-7 460	-15 608	8 147	-52,2%
Charges d'exploitation	-1 075 310	-1 069 303	-6 007	0,6%

4.1.2.1 Les achats d'approvisionnements consommés

L'analyse réalisée ci-dessous est effectuée sur la base des consommations, c'est-à-dire des niveaux d'achats auxquels sont additionnées les variations de stocks.

Achats d'approvisionnement				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Consommation de fournitures médicales	-188 105	-180 628	-7 477	4,1%
dont Réactifs	-70 386	-67 970	-2 415	3,6%
dont Poches	-32 336	-30 657	-1 679	5,5%
dont Kits	-50 049	-48 030	-2 019	4,2%
dont Filtres	-45	-46	1	-2,1%
dont Autres fournitures médicales	-35 289	-33 925	-1 364	4,0%
Autres produits pharmaceutiques	-9 746	-8 906	-840	9,4%
Autres fourniture & petit mat trans	-23 178	-22 554	-624	2,8%
Fournitures d'hygiène et d'entretien	-2 366	-2 466	100	-4,0%
Consommation de Mat 1ère	77	-16	93	-574,3%
Consommation de fournitures non-médicales	-28 126	-35 623	7 497	-21,0%
Fournitures informatiques et de bureau	-3 114	-2 718	-396	14,6%
Alimentation	-7 598	-7 283	-315	4,3%
Combustibles eau et énergie	-14 758	-23 309	8 551	-36,7%
Autres fournitures non-médicales	-2 656	-2 312	-343	14,8%
Remises rabais ristournes	-50	181	-231	-127,6%
Achats consommés de marchandises	-1 433	-1 512	79	-5,2%
Achats d'approvisionnement	-217 637	-217 598	-39	+0,0%

Par rapport au réel 2023, les dépenses d'achats d'approvisionnements consommés sont globalement stables (-39 K€), avec les principales évolutions suivantes :

- **Les consommations de réactifs augmentent de 2,4 M€ dont 1,4 M€** sur la QBD avec la généralisation du dépistage du VHE (+0,5 M€) et du parvovirus B19 (+0,9 M€). Les consommations de réactifs sont également en hausse sur les activités de laboratoire de biologie médicale (+1,1 M€) en lien avec l'augmentation de l'activité HLA (+8,0%) sur la période ;
- **Les consommations de poches sont en hausse de 1,7 M€** dont 2,4 M€ sur les poches de prélèvements de sang total suite au renouvellement du marché national dédié. L'inflation sur ce marché atteint 11%, ce qui engendre un effet prix de +3,3 M€. La baisse des prélèvements de sang total sur la période (-2,2%) engendre un effet volume de -0,8 M€ ;
- **Les consommations de kits augmentent de 2,0 M€** dont 0,8 M€ par effet volume sur les kits d'aphérèses plasmatiques (+16,3% de prélèvements) et +0,6 M€ sur les kits d'aphérèses autres (CPA/plasma) avec un effet volume de -0,1 M€ et un effet prix de +0,7 M€. L'utilisation des kits tasci et intercept pour la production des MCPS est en hausse de 0,4 M€ en lien avec la hausse des volumes cédés. Les dépenses progressent de 0,3 M€ sur les soins en lien avec l'augmentation de l'activité PCE (Photo Chimiothérapie Extracorporelle) ;
- **Les autres fournitures médicales sont en augmentation de 1,4 M€** principalement sur les autres produits pharmaceutiques (+0,8 M€) ainsi que sur les fournitures et petit matériels transfusionnels (+0,6 M€) essentiellement sur les activités de prélèvements (+0,3 M€) dont l'activité est en forte hausse sur l'aphérèse, sur les bioproductions (+0,2 M€) ainsi que sur les tissus (+0,3 M€), l'ingénierie cellulaire (+0,2 M€) et l'UPR (0,3 M€) ;
- **Les fournitures non médicales diminuent de 7,5 M€** dont 7,2 M€ (-42,1%) sur l'électricité et 1,3 M€ sur le chauffage. Hormis ces deux principales diminutions, les dépenses de fournitures augmentent de 0,4 M€ principalement sur l'informatique et le coût de l'alimentation progresse de 0,3 M€ essentiellement en lien avec l'augmentation des tarifs et la hausse des prélèvements. Les consommations des autres fournitures non médicales augmentent de 0,3 M€.

4.1.2.2 Les services extérieurs

Services Extérieurs				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Sous-traitance générale	-2 696	-2 387	-309	12,9%
Locations immobilières et mobilières	-49 072	-44 498	-4 574	10,3%
Entretien et réparations	-31 283	-30 558	-725	2,4%
Primes d'assurances	-1 410	-1 729	318	-18,4%
Transports	-19 854	-19 988	134	-0,7%
Déplacements missions et réceptions	-5 956	-5 311	-645	12,2%
Frais postaux et de télécommunications	-7 596	-7 508	-88	1,2%
Autres charges externes	-46 065	-45 793	-272	0,6%
Total Services extérieurs	-163 931	-157 771	-6 160	3,9%

Les charges de services extérieurs s'élèvent à 163,9 M€ en 2024. Elles sont en augmentation de 6,2 M€ (+3,9%) par rapport à 2023. Les principaux écarts se situent sur les postes suivants :

- **La sous-traitance** (+0,3 M€) principalement sur des prestations pour les activités de tissus et de bioproduction (notamment de contrôle qualité) ;
- **Les locations immobilières** (30,4 M€) en augmentation de 1,8 M€ par rapport à 2023 (+6,4%). Les principales hausses sont sur le Siège (+0,5 M€ avec une prise en compte d'une évolution des indices de la construction et des loyers des activités tertiaires) ; sur l'établissement Provence Alpes Côte d'Azur Corse (+0,3 M€) du fait d'une revalorisation des indices et du loyer en année pleine de la thérapie cellulaire de Saint Laurent du Var ; +0,7 M€ sur l'établissement Ile de France du fait de la revalorisation des charges locatives de l'AP-HP ainsi que de la nouvelle maison du don Zola ; et sur l'établissement Bretagne suite à une régularisation des charges locatives de 2023 et au loyer de la nouvelle maison du don de Lorient Keryado ;
- **Les locations mobilières** (18,6 M€) en augmentation de 2,7 M€ (+17,3%) dont +0,9 M€ sur les locations informatiques en Actions Nationales (outils de sécurité informatique), +0,4 M€ sur les locations d'équipements (principalement pour les nouveaux automates de QBD) et +0,6 M€ sur les locations de matériel de transport (notamment pour des véhicules électriques) ainsi que +0,8 M€ sur le nouveau marché de location de linge ;
- **Les frais d'entretien et les réparations**, en hausse de 0,7 M€ (+2,4%) : principalement sur les maintenances de matériel et outillage (impact des nouveaux marchés QBD avec la gratuité des maintenances sur 2023) ;
- **Les primes d'assurance** en diminution de 0,3 M€ par rapport à 2023 suite à la mise en place d'un nouveau marché sur les assurances responsabilité civile (-0,1 M€) et à une régularisation en 2023 sur plusieurs exercices d'un malus sur la flotte automobile (-0,2 M€) ;
- **Les frais de transport** (19,9 M€) sont stables par rapport à 2023 ;
- **Les frais de déplacements, missions et réceptions** sont en augmentation de 0,6 M€ ;
- **Les frais postaux et de télécommunications** en légère hausse (+0,1 M€ soit +1,2%) par rapport à 2023 ;
- **Les autres charges externes** (46,1 M€) sont quasi stables par rapport à 2023 (+0,3 M€ soit +0,6%) avec une hausse sur les prestations informatiques (au sein de l'établissement Ile de France pour le projet de sécurité informatique Palo Alto et pour compenser la difficulté à recruter) et une augmentation des prestations diverses en Aquitaine Limousin partiellement compensée par la baisse de la prestation d'accompagnement sur le projet Innovadon.

4.1.2.3 Les frais de personnel

Les frais de personnel rapportés au chiffre d'affaires représentent **63,5%** en 2024 contre **62,7%** en 2023. Cette hausse fait suite à la croissance des dépenses de personnels, malgré une baisse des effectifs, expliquée par :

- La mise en œuvre d'une mesure salariale générale à compter du 1er mars 2024 résultant du protocole de fin de conflit signé entre les organisations syndicales et la direction de l'EFS ;
- La mise en œuvre d'autres mesures salariales (revalorisation du travail le samedi, avantages restauration, indemnisation des remplacements inopinés) ;
- La RMPP classique de l'établissement avec notamment une augmentation de la prime d'expérience.

4.1.2.3.1 Evolution des effectifs

Les effectifs moyens annuels relatifs aux frais de personnel mentionnés ci-après sont au nombre de 8 504,1 équivalents temps plein annuels (ETPA) au titre de l'exercice 2024, contre :

- - **8 535,5** ETPA sur l'exercice 2021 ;
- - **8 570,8** ETPA sur l'exercice 2022 ;
- - **8 525,3** ETPA sur l'exercice 2023 ;
- - **8 504,1** ETPA sur l'exercice 2024.

ETPA par contrat

Permanents / Temporaires	RE 2024	RE 2023	Δ RE 2024 - RE 2023	
			En ETP	En %
Effectifs Permanents	7 845,5	7 834,9	10,5	0,13%
Contrats CDI	7 654,6	7 626,4	28,2	0,37%
Contrats MAD	190,9	208,5	-17,7	-8,47%
Effectifs Temporaires	658,6	690,3	-31,7	-4,59%
Contrats CDD	174,4	168,9	5,5	3,25%
Contrats INTERIM	484,2	521,4	-37,2	-7,13%
Effectifs Permanents et Temporaires	8 504,1	8 525,3	-21,2	-0,25%
% Temporaire	7,7%	8,1%		

Concernant l'analyse des écarts entre le réel 2024 et le réel 2023 :

- Une diminution de **21,2 ETP** est à noter entre les deux exercices. Cela fait notamment suite à la diminution des effectifs consécutive au projet de centralisation de la facturation Innovente, mais aussi aux difficultés de recrutement rencontrées en partie sur l'activité transfusionnelle, en particulier sur la population des biologistes et sur les postes techniques à contrainte horaire accrue de l'IH (nuit essentiellement), alors que le niveau d'activité 24/24/7/7 est assez constant tant en nombre d'analyse IH qu'en délivrance (en nombre d'actes) ;
- Une augmentation de **28,2 ETP** sur les contrats CDI est à noter : l'augmentation est concentrée en particulier sur le prélèvement ;
- La baisse importante des mises à disposition (**-17,7 ETP**) est expliquée par les départs naturels à la retraite non remplacés sur ce type de contrat ;
- La décroissance sur le volet intérim (**-37,2 ETP**) est liée notamment à la stabilité du niveau d'absentéisme, objectif fort de l'établissement sur l'année 2024.

ETPA par activité

ETP	RE 2024	RE 2023	Δ RE 2024 - RE 2023	
			ETP	%
D - Activités Transfusionnelles	6 155,9	6 170,5	-14,6	-0,2%
DA - Prélèvement	2 890,9	2 884,4	6,5	0,2%
DB - Qualification biologique du don	222,3	227,7	-5,3	-2,3%
DC - Production	421,2	420,9	0,3	0,1%
DD - Distribution / IHR	2 274,4	2 287,3	-12,9	-0,6%
DE - Autres productions	55,3	57,1	-1,8	-3,1%
DF - contrôle qualité	176,6	177,4	-0,8	-0,5%
DG - Biothèque	21,8	21,3	0,5	2,5%
DH - Non thérapeutique	46,5	41,5	5,0	11,9%
DI - Banque de sang rare	5,1	6,2	-1,1	-18,4%
DJ - CNRGS	30,0	35,5	-5,5	-15,5%
DK - Autres activités transfusionnelles	0,1	0,1	0,0	0,0%
DZ - Missions nationales	11,6	11,0	0,6	5,0%
B - Activités associées	557,4	553,7	3,8	0,7%
BA - Laboratoire Biol. Médicale	232,3	230,1	2,2	0,9%
BB - Soins	78,4	78,6	-0,2	-0,3%
BC - Tissus	45,8	44,2	1,6	3,5%
BD - Ingénierie cellulaire	99,0	96,6	2,4	2,4%
BE - Réactifs / UPR	67,4	68,5	-1,1	-1,6%
BF - Campus EFS enseignement	16,2	16,4	-0,1	-0,7%
BG - Activités associées : divers	5,7	7,6	-1,8	-23,9%
BH - Banque de sang de cordons	7,3	7,0	0,3	4,9%
BZ - Missions nationales	5,3	4,7	0,6	12,5%
C - Recherche et MTI	177,6	171,2	6,4	3,8%
A - Fonctions Support	1 117,7	1 134,8	-17,1	-1,5%
E - Transverse métier	399,0	409,2	-10,2	-2,5%
G - DIVERS	96,4	85,9	10,6	12,3%
Total destination	8 504,1	8 525,3	-21,2	-0,2%

Concernant les variations entre le réel 2023 et le réel 2024 (-21,2 ETPA) :

- Activités transfusionnelles **(-14,6 ETPA)** : essentiellement sur la qualification biologique du don **(-5,3 ETPA)** et l'IH/DEL **(-12,9 ETPA)** en lien avec les grandes difficultés de recrutement sur la population des biologistes ;
- Une augmentation des ETPA sur les activités associées **(+3,8 ETPA)** expliquée par une anticipation des départs de fonctions clés ;
- Une augmentation des ETPA recherche et MTI à la suite de recrutements réalisés pour stabiliser les ressources consacrées aux activités de bioproductions **(+6,4 ETPA)** ;
- Fonctions support, transverse métier et divers **(-16,7 ETPA)** : essentiellement expliquées par la mutualisation de la facturation (Innovente) et également des vacances de postes sur les profils cadres.

4.1.2.3.2 Evolution des frais de personnel

Les frais de personnel s'établissent pour l'année 2024 à 564,1 M€ en augmentation de 9,9 M€ (+1,8%) par rapport à la réalisation 2023 et constituent 52,5% des charges d'exploitation de l'établissement contre 51,8% l'année précédente.

Evolution de la masse salariale par rubrique pour le Réel 2024

Charges de personnel				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Rémunérations et autres charges du personnel	-368 757	-361 935	-6 822	1,9%
Mises à disposition de personnel	-17 229	-18 008	779	-4,3%
Charges sociales et fiscales sur les rémunérations	-148 026	-142 256	-5 769	4,1%
Personnel intérimaire	-31 874	-33 625	1 751	-5,2%
Transfert de charges de personnel	1 751	1 614	137	8,5%
Total charges de personnel	-564 136	-554 211	-9 925	1,8%

Les charges de personnel augmentent de 9,9 M€ entre 2023 et 2024.

L'augmentation de 12,6 M€ des rémunérations chargées (sociales et fiscales) est liée aux éléments suivants :

- 5 M€ concernant la mesure 10 points ;
- 2 M€ expliqués par l'augmentation des effectifs CDI CDD ;
- 1 M€ d'augmentation d'heures supplémentaires et complémentaires (liée notamment à la mise en place de la majoration de 15% du travail le samedi) ;
- 2,7 M€ de RMPP compensés par l'effet noria ;
- 1,5 M€ liés à l'augmentation des cotisations de prévoyance ;
- 0,7 M€ expliqué par l'augmentation des frais pédagogiques ;
- 0,6 M€ d'augmentation des avantages restauration ;
- -1 M€ d'économie en raison de l'augmentation des IJSS.

L'économie de 1,8 M€ sur le personnel intérimaire est expliquée par une baisse de l'utilisation des contrats intérimaires en adéquation avec la stabilité du taux d'absentéisme.

4.1.2.4 Les autres charges

Les autres charges de l'exercice 2024 s'élèvent à 7,5 M€, en baisse de 8,1 M€ par rapport à 2023.

AUTRES CHARGES				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Impôts et taxes	-2 275	-1 047	-1 228	117,3%
Créances irrécouvrables	-84	-1 796	1 712	-95,3%
Subventions et contrib versées aux 1/3	-1 048	-1 041	-7	0,6%
Valeur comptable éléments d'actif cédés	-597	-1 658	1 061	-64,0%
Autre	-3 456	-10 065	6 609	-65,7%
Total	-7 460	-15 608	8 147	-52,2%

L'écart entre les exercices 2024 et 2023 est lié à la comptabilisation en 2023 des remises gracieuses des débits dans le cadre de l'affaire Mérel (5,3 M€) ainsi que la non-valeur relative à la créance de M. Garretta (1,6 M€), du paiement de pénalités au LFB (2,0 M€) et d'une valeur nette comptable de 0,6 M€ sur la cession du site de Saint Laurent du Var en Provence Alpes Côte d'Azur. Les différents calculs de TVA suite aux changements de prorata entraînent un écart entre les deux exercices comptables de 1,1 M€. A noter en 2024, le remboursement de 1,1 M€ à différents établissements de santé de la TVA sur le chiffre d'affaires perçu avant 2018.

4.1.2.5 Les dotations aux amortissements et aux provisions

Les dotations aux amortissements et aux provisions pour l'exercice 2024 s'analysent comme suit :

Dotations aux provisions				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023 %
Amortissements des immobilisations	-43 154	-41 835	-1 319	3,2%
Provisions sur stocks et en cours	-74 394	-71 192	-3 202	4,5%
Provisions sur comptes clients	-319	-377	59	-15,5%
Provisions pour risques et charges de fonct	-2 400	-5 619	3 218	-57,3%
Provisions pour dépréciation	-293	-176	-117	66,5%
Provisions pour risques et charges	-1 585	-4 916	3 331	-67,8%
Provisions pour contentieux transfu SACD	-	-	-	-
Total	-122 145	-124 115	1 971	-1,6%

4.1.2.6 Les dotations aux amortissements

Les dotations aux amortissements s'élèvent à 43,2 M€ en 2024 et sont en augmentation de 1,3 M€ par rapport au réalisé 2023 (+3,2%) principalement en Actions Nationales (projet NEO sur les datacenters, projet Innovadon dont l'évolution du site web donneur, projet Innovente pour la facturation...).

4.1.2.7 Les dotations aux provisions

Les dotations aux provisions en 2024 de 79,0 M€ sont à analyser en liaison avec les reprises de provisions qui s'élèvent à 77,9 M€ :

Dotations et reprises sur provisions				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs réel 2023 %
NC44_dot prov - stocks et en cours	-74 394	-71 192	-3 202	4,5%
NP47_rep sur prov - stocks et en cours	71 255	70 339	916	1,3%
Dotation nette - Stocks et encours	-3 139	-853	-2 286	267,9%
NP47_Reprises - Clients	157	7 026	-6 869	-97,8%
NC44_Dotations - Clients	-319	-377	59	-15,5%
Dotation nette - Client	-162	6 649	-6 810	-102,4%
NC44_dot prov pour risque et chg fonctio	-2 400	-5 619	3 218	-57,3%
NP47_rep prov - risques et chg fonctionn	3 435	16 067	-12 632	-78,6%
Dotation nette - Risque de charges de fonctionnement	1 034	10 448	-9 414	-90,1%
NC44_dot prov risques prud'hommes	-1 585	-4 916	3 331	-67,8%
NP47_rep sur prov - risque prud'hommes	2 312	808	1 504	186,0%
Dotation nette - Risque Prud'homme	727	-4 108	4 835	-117,7%
NP47_autres rep sur prov pour dépréciat*	5	5	-0	-3,3%
Dotation nette - Risque de dépréciation	5	5	-0	-3,3%
NC44_dot prov pour dépréciat immobilisat	-293	-176	-117	66,5%
NP47_rep prov pour dépréciation immo	93	279	-186	-66,7%
Dotation nette - Risque de dépréciation immo	-200	103	-303	-293,8%
NP47_rep prov - contentieux tranfu SACD	637	273	363	132,9%
Dotation nette - Contentieux transfu SACD	637	273	363	132,9%
Dotation nette - Total	-1 097	12 518	-13 615	-108,8%

En 2024, la dotation nette s'élève à 1,1 M€, par rapport à une reprise nette 2023 de 12,5 M€ soit une variation négative entre les deux exercices de 13,6 M€ dont :

- Dotations nettes sur les stocks et en-cours de 2,3 M€ dont principalement :
 - 1,6 M€ sur les stocks de plasma pour fractionnement (en lien avec la variation des stocks) ;
 - 0,2 M€ sur le plasma thérapeutique ;
 - 0,2 M€ sur les réactifs ;
 - 0,2 M€ sur les banques de sang de cordons.
- Reprises de provisions pour autres créances comptabilisées en 2023 en contrepartie des remises gracieuses des débits des 2 ACS de Bretagne (5,3 M€) ainsi que la non-valeur relative à la créance de M. Garretta (1,6 M€) ;
- Différentes reprises de provisions pour risque et charges en 2023 :
 - Une reprise de provision pour risque de pénalités sur le contrat de ventes au LFB pour 2,6 M€ ;
 - Une reprise de provision liée au redressement fiscal pour 0,9 M€ ;
 - Une reprise de provision complémentaire liée à la régularisation de TVA sur les immobilisations de 0,9 M€ ;
 - Une reprise des provisions sur les déductions de TVA de 2020 et 2021 de 7,2 M€ suite à la validation d'une nouvelle méthode de calcul du prorata de TVA ;
- Dotation nette pour demandes d'indemnités d'imprévision sur les marchés publics pour 0,5 M€ ;
- Dotation en 2023 d'une provision suite à l'arrêt de la cour de cassation sur le traitement des congés payés pendant un arrêt maladie pour 4,5 M€ et ajustée en 2024 par une reprise de 1,7 M€ ;
- Reprise de provision en 2024 de 1,1 M€ sur les contentieux en cours concernant la TVA collectée sur le chiffre d'affaires avant 2018 suite au remboursement effectué à plusieurs établissements de santé.
- Reprise de provision liée aux contentieux Tiers payeur de 0,6 M€ en 2024 versus 0,3 M€ en 2023.

4.2 Analyse du résultat financier

Le résultat financier de l'EFS au 31 décembre 2024 se présente comme suit :

Résultat financier				
K€	Réel 2024	Réel 2023	Réel 2024 vs Réel 2023	Réel 2024 vs réel 2023 %
Produits financiers	2 480	1 294	1 185	91,6%
Charges financières	-2 178	-894	-1 284	143,7%
Résultat financier	302	401	-99	-24,7%

Le résultat financier en 2024 atteint 0,3 M€ contre 0,4 M€ en 2023.

Les produits financiers s'élèvent à 2,5 M€ et sont constitués principalement des intérêts moratoires sur des créances commerciales.

Les charges financières atteignent 2,2 M€ dont 2,0 M€ de dotations aux provisions pour intérêts moratoires et 0,2 M€ de charges d'intérêts : 0,07 M€ lié à l'emprunt en cours auprès de la Banque Postale et 0,09 M€ au titre des intérêts courus non échus de l'emprunt de 20 M€ contracté auprès du LCL début novembre 2024.

4.3 Impôt sur les sociétés – Impôt forfaitaire annuel

✓ Crédit d'Impôt Recherche (CIR)

L'EFS a fait le choix lors de sa création d'opter pour le dispositif fiscal du crédit d'impôt en faveur de la recherche. Le Crédit d'Impôt Recherche (CIR) en 2024 s'élève à 3,0 M€ en diminution de 0,2 M€ par rapport à 2023.

✓ Impôt sur les Sociétés (IS)

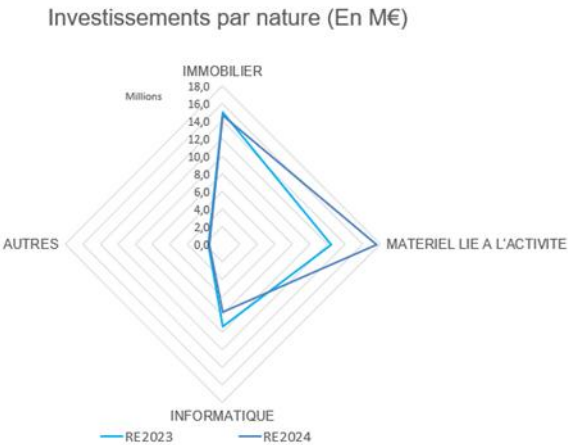
Le montant de l'IS au titre de 2024 est de 1,8 M€. En 2023, nous n'étions pas soumis à l'IS en raison d'un résultat fiscal négatif.

5. INVESTISSEMENTS

En 2024, les investissements s'élèvent à 41,5 M€ soit un taux de consommation de 91,4 % du budget (45,4 M€).

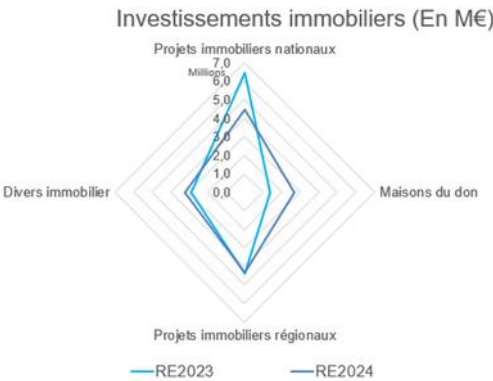
Le tableau ci-dessous présente les écarts du réalisé 2024 avec le réel 2023 par type de projets au sein des quatre grandes natures d'investissements :

Structure des investissements				
K€	RE2024	RE2023	Δ RE2024 / RE2023	
			K€	%
Projets immobiliers nationaux	4 461	6 428	-1 967	-31%
Maisons du don	2 648	1 380	1 268	92%
Projets immobiliers régionaux	4 353	4 372	-18	0%
Divers immobilier	3 247	2 871	375	13%
IMMOBILIER	14 709	15 051	-342	-2%
Matériel sur projets immobiliers	353	319	34	11%
Projets matériel identifiés	3 704	2 645	1 059	40%
PPR	9 338	5 056	4 282	85%
Divers matériel	4 251	4 386	-136	-3%
MATERIEL LIE A L'ACTIVITE	17 646	12 406	5 240	42%
Informatique sur projets immobiliers	76	51	24	48%
Projets DSI Nationaux	4 481	6 649	-2 168	-33%
Projets DSI Régionaux	3	2	2	113%
Divers informatique	259	165	94	57%
PPR DSI	2 860	2 536	324	13%
INFORMATIQUE	7 679	9 403	-1 724	-18%
Mobilier sur projets immobiliers nationaux	163	107	56	53%
Mobilier, Véhicules, Divers	1 178	1 325	-147	-11%
Divers Autres	146	169	-24	-14%
AUTRES	1 487	1 601	-114	-7%
TOTAL	41 521	38 461	3 060	8%



5.1 Les investissements immobiliers

Les investissements immobiliers sont en léger recul par rapport au réalisé 2023 (-2,3%). La moindre consommation du budget des investissements immobiliers concerne en premier lieu les projets immobiliers nationaux (programmes supérieurs à 760 K€) en retrait de - 2,0 M€ par rapport au réalisé 2023. En ce qui concerne les MDD, le déploiement des nouvelles MDD (2,6 M€) fait augmenter ce poste de 1,3 M€ par rapport au réel 2023.



5.1.1 L'immobilier national

Les réalisations 2024 sur l'immobilier national affichent un retrait de - 2,0 M€ par rapport au réel 2023. Il représente 11% des dépenses d'investissements contre 17% en 2023.

Parmi les projets nationaux en cours, on peut citer :

- **En Provence Alpes Côte d'Azur Corse** : les travaux sur Nice Pasteur pour le transfert de l'activité IH/Délivrance ont débuté fin 2023. Ils se sont poursuivis en 2024 pour 2,2 M€, ces travaux s'achèveront en 2025 ;
- **Hauts de France Normandie** : un budget de 2,1 M€ avait été alloué pour finaliser les études et commencer les travaux du futur plateau technique de Loos. Cependant, le périmètre du projet ayant été revu en cours d'année, seulement 1,2 M€ ont été dépensés en 2024 ;
- **Centre Pays de Loire** : dans le cadre de la construction de nouveaux locaux suite au déménagement du CHU sur le site de l'Ile de Nantes, la région avait prévu un budget de 0,8 M€ pour les études en 2024 et un début des travaux programmé pour avril 2026. La dépense à la fin de l'année 2024 s'élève à 0,1 M€ ;
- **Auvergne Rhône Alpes** : les travaux sur le site de Chambéry pilotés par l'hôpital prévoient la réfection complète de la maison du don, du départ collecte et de l'espace phoning. Refacturé à 45% à l'EFS, le budget 2024 prévoyait 0,8 M€ dont seulement 50 K€ ont été réalisés en 2024 ;
- **Nouvelle Aquitaine** : les travaux sur l'IH Délivrance de Bordeaux qui doivent conclure les opérations de restructuration générale du site entamées en 2019, ont été reportés à 2025. Initialement prévus pour débuter en septembre 2024 avec un budget de 0,7 M€, seulement 0,1 M€ a été dépensé en 2024 ;
- **Guadeloupe** : en 2023, dans le cadre du plan résilience 2, la Guadeloupe a reçu une subvention de 0,4 M€ pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur le site de Pointe à Pitre. Bien que l'installation ait été prévue pour 2024 avec un budget de 0,6 M€, seulement 0,2 M€ a été réceptionné en 2024. Le projet a pris beaucoup de retard, ce qui entraîne un report sur 2025.

5.1.2 Les Maisons du Don (MDD)

Les investissements sur les projets de maisons du don atteignent 2,6 M€ en 2024 et concernent principalement les projets suivants :

- **En Ile-de-France** : conformément au planning, les travaux de la Maison du Don Zola se sont achevés début juillet 2024 pour un montant de 1,6 M€. Le coût total du projet sur deux ans est de 2,0 M€ ;
- **En Auvergne Rhône Alpes** : le projet de la maison du don Lyon 2 dans le secteur de la gare Part-Dieu, dont les travaux ont été majoritairement réalisés en 2023, ont été finalisés tout début 2024 entraînant une consommation de 0,1 M€. Le coût total du projet est de 1,2 M€ ;
- **En Martinique** : l'inauguration de la Maison du Don Dillon Fort de France a été décalée sur 2025. Le budget prévisionnel de 0,7 M€ a été consommé à hauteur de 75%, le reliquat sera réceptionné en 2025 ;
- **En Bretagne** : validé au cours de l'été 2024 dans le cadre de l'ambition plasma, le projet de délocalisation du site de la MDD de Lorient a été réalisé en 2024 pour un coût de 0,4 M€.

5.1.3 Les projets immobiliers régionaux

En 2024, les projets immobiliers régionaux représentent un investissement de 4,4 M. Il s'agit de projets de rénovation/restructuration, d'installation et d'aménagement spécifiques (GTC, groupes froids, chambres froides, etc..) dont le montant est compris entre 100 K€ et 762 K€.

Le niveau d'investissement 2024 est quasi-équivalent au niveau 2023 mais avec un pourcentage de réalisation budgétaire de 85% contre 73% l'an passé.

Parmi les principaux projets, on peut citer :

- **En Île de France** : le projet de remise à niveau des systèmes de climatisation, chauffage et ventilation sur plusieurs sites parisiens se poursuit et entraîne une consommation de 0,7 M€ en 2024 ;
- **En Centre Pays de Loire** : la poursuite de la sécurisation des installations ABG (MTI) génère un investissement de 0,5 M€ sur 2024 ;
- **En Bourgogne Franche Comté** : débutée en 2023, la restructuration du laboratoire de contrôle qualité de Besançon s'est poursuivie et achevée en 2024 pour un coût de 0,4 M€. Le coût total de l'opération est de 0,7 M€. Par ailleurs, les travaux de mutualisation du groupe froid ont été réceptionnés en 2024 pour 0,3 M€.

5.1.4 Les enveloppes d'entretien et de rénovation

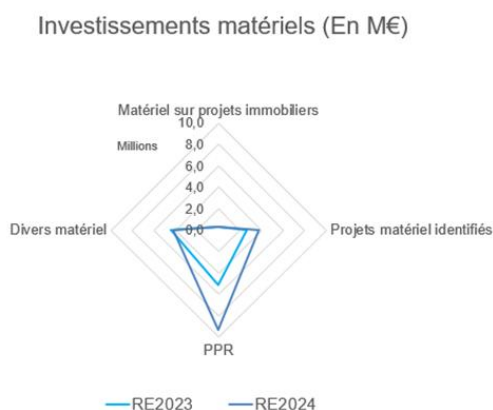
Le « divers immobilier » comprend les enveloppes fongibles gérées par les régions pour les petits travaux destinés à maintenir les sites. Sa consommation atteint 3,2 M€ en 2024.

Sur la base d'un parc immobilier de 331 239 m² de surfaces utiles brutes, ces dépenses représentent un coût de 9,80 € au m² (par rapport à 9,22 €/m² en 2023 et 9,34 €/m² en 2022).

Ce ratio s'élève à 22,94 €/m² lorsqu'on additionne les projets identifiés régionaux aux enveloppes fongibles (à comparer aux 23,27 €/m² en 2023 et 23,24 €/m² en 2022).

5.2 Les investissements matériels

Les investissements matériels liés à l'activité s'élèvent à 17,6 M€ contre 12,4 M€ en 2023. A noter qu'en 2023 les investissements sur le PPR (plan pluriannuel de renouvellement du matériel) atteignaient 5,1 M€ contre 9,3 M€ en 2024. En 2024, 53% de des investissements matériels restent réalisées au travers du PPR (41% en 2022), 21% sont réalisées sur des projets matériels identifiés et validés par le National et 2% en lien avec des projets immobiliers. Les 24% restants correspondent à des investissements financés sur les enveloppes fongibles directement gérées par les ETS dans le cadre du renouvellement de l'appareil de production.



5.2.1 Investissements matériels sur projets immobiliers

Les investissements sur projets immobiliers atteignent 0,4 M€ en 2024 soit le même niveau que 2023. Les principaux investissements réalisés sont relatifs à la JRI de la région IDFR pour 132 K€ et les matériels acquis dans le cadre des projets Nice Pasteur (58 K€) et MDD Zola (51 K€).

5.2.2 Projets matériels identifiés

Les investissements matériels sur les projets identifiés s'élèvent à 3,7 M€ contre 2,6 M€ en 2023. Les principaux investissements réalisés sont les suivants :

- Le programme de sécurisation des chambres froides : 1 M€ d'investissements réalisés pour un budget annuel initial de 0,9 M€ ;
- L'investissement dans les matériels de recherche : 1,9 M€ d'investissements réalisés soit 90% du budget ;
- L'acquisition de matériels dédiés à l'activité de production de réactifs (UPR) pour 0,2 M€ ;
- L'acquisition pour 0,3 M€ de divers matériels pour les activités connexes.

5.2.3 Plan pluriannuel de renouvellement (PPR)

Les investissements matériels réalisés au titre du PPR s'élèvent à 9,3 M€ en 2024 en net hausse par rapport à 2023 (+ 4,3 M€).

Ils concernent principalement l'acquisition de :

- Automates IHC pour 3,8 M€ ;
- Séparateurs de prélèvements pour 1,2 M€ ;
- Cuves d'azote pour 1,2 M€ ;
- Centrifugeuses de production pour 0,6 M€ ;
- Irradiateurs pour 0,5 M€ ;
- Agitateurs limiteurs pour 0,5 M€ ;
- Automates de sérologie pour 0,6 M€ ;
- Cytomètres pour 0,3 M€.

5.2.4 Enveloppe fongible

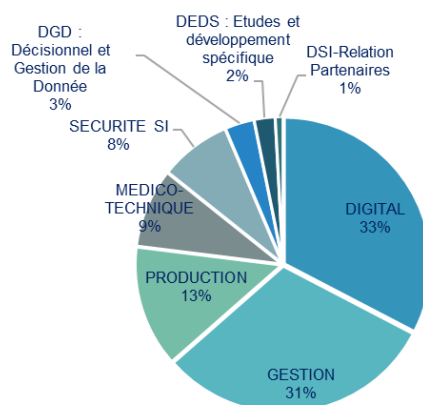
Les investissements matériels fongibles gérés directement par les régions s'élèvent à 4,3 M€ en retrait de - 0,1 M€ par rapport à l'exercice 2023.

5.3 Les investissements informatiques

En 2024, les investissements informatiques s'élèvent à 7,7 M€ dont 58% sont liés aux projets informatiques nationaux (4,5 M€). Le niveau de réalisation du budget d'investissement informatique est de 89%.

Le département Digital concentre 33% des investissements, la Gestion (31%) et la Production (13%).
Ci-dessous la répartition des investissements par département :

Répartition des investissements par département



Les principales dépenses au niveau national sont les suivantes :

- 0,4 M€ lié aux MTI et à des évolutions du module QM de SAP ;
- 0,4 M€ pour le projet de facturation Innovente ;
- 0,4 M€ lié aux évolutions de la MasterData ;
- 0,3 M€ lié à l'acquisition du matériel pour la refonte de la DMZ ;
- 0,3 M€ lié aux évolutions Innovadon (l'appli mobile et le compte donneur) ;
- 0,3 M€ lié à la refonte du site institutionnel ;
- 0,2 M€ lié à l'acquisition de Palo Alto ;
- 0,2 M€ lié aux évolutions de l'outil médico-technique Inlog ;
- 0,2 M€ lié à la nouvelle plate-forme Néo ;
- 0,2 M€ lié à l'outil « mon rendez-vous » ;
- 0,2 M€ lié à la sécurisation de la paie ;
- 0,1 M€ lié à la TMA de SAP ;
- 0,1 M€ lié à l'acquisition de 152 PC de collecte pour les régions de Nouvelle-Aquitaine et La Réunion ;
- 0,1 M€ lié au CRM Marketing ;
- 0,1 M€ lié au projet SHEILA (HLA) ;
- 0,1 M€ lié aux évolutions du portail SAP ;
- 0,1 M€ lié aux évolutions de l'outil décisionnel.

En 2024, le plan pluriannuel de renouvellement des matériels informatiques (PPR DSI) piloté par le national, affiche une consommation de 2,9 M€ contre 2,5 M€ en 2023.

Les autres postes pour 0,6 M€ sont constitués du budget bureautique du siège pour 0,3 M€ et des investissements informatiques liés à des projets immobiliers pour 0,1 M€.

5.4 Les autres investissements

Les autres investissements représentent 1,5 M€ dont :

- 0,2 M€ lié à l'acquisition de mobiliers sur des projets immobiliers ;
- 0,2 M€ pour l'acquisition de véhicules de prélèvement en Auvergne-Rhône-Alpes ;
- 0,1 M€ dans le cadre du projet national PAPRI Pact ;
- 0,1 M€ dans le cadre du projet national Handicap ;
- 0,4 M€ pour des projets dits « HSE » principalement liés à l'installation de bornes de recharge pour les véhicules électriques ou la mise en place d'éléments de sécurité pour le personnel.

Toute nature confondue, les investissements réalisés au titre des enveloppes fongibles s'élèvent à 7,9 M€ soit une hausse de + 0,3 M€ par rapport à 2023.

6. ANALYSE DES EQUILIBRES FINANCIERS

6.1 Variation du fonds de roulement

En 2024, face à un niveau d'investissement stable, la capacité d'autofinancement soutenue combinée à la mise en place d'un emprunt génère une augmentation de 32,0 M€ du fonds de roulement.

TABLEAU DE FINANCEMENT - EMPLOIS			TABLEAU DE FINANCEMENT - RESSOURCES		
Emplois - K€	RE 2024	RE 2023	Ressources - K€	RE 2024	RE 2023
			Capacité d'autofinancement retraitée	55 344	23 562
Augmentation d'éléments de l'actif brut immobilisé	43 356	40 401	Cessions ou réductions d'éléments de l'actif immobilisé	837	6 492
Acquisition d'immobilisations	43 356	40 401	Cessions d'immobilisations	837	6 492
Immobilisations incorporelles	3 716	4 545	Immobilisations incorporelles	0	0
Immobilisations corporelles	37 805	33 916	Immobilisations corporelles	104	5 321
Immobilisations MAD	0	0	Immobilisations financières	733	1 171
Immobilisations financières	1 834	1 940			
Réduction des capitaux propres	0	0	Augmentation des capitaux propres :	697	1 310
Diminution de capital	0	0	Augmentation par dotations / apports	0	0
Diminution des autres capitaux propres	0	0	Augmentation des autres capitaux propres	0	0
Diminution des subventions d'investissement	0	0	Augmentation des subventions d'investissement	697	1 310
			Augmentation des subventions d'investissement MAD	0	0
Remboursement d'emprunt et dettes assimilées	1 500	1 500	Augmentation des emprunts et dettes assimilées	20 000	0
TOTAL DES EMPLOIS	44 856	41 901	TOTAL DES RESSOURCES	76 878	31 364
Variation du fonds de roulement (ressource nette)	32 022		Variation du fonds de roulement (emploi net)		10 537

6.1.1 Les ressources

En 2024, les ressources de l'EFS augmentent de 45,5 M€ et s'élèvent à 76,9 M€ contre 31,4 M€ en 2023.

Cette évolution s'explique par :

- L'augmentation de la capacité d'autofinancement de 31,8 M€ ;
- La mise en place d'un emprunt de 20,0 M€.

6.1.1.1 Capacité d'autofinancement

Capacité d'autofinancement				
	RE 2024	RE 2023	Δ RE2024 / RE2023	
			K€	%
Résultat net	11 374	-8 667	20 041	-231%
+ Dotations aux amortissements	43 154	41 835	1 319	3%
+ DAP exploitation	92 373	94 058	-1 685	-2%
+ DAP financières	1 981	801	1 179	147%
- RAP exploitation	92 294	98 662	-6 368	-6%
- RAP financier	0	81	-80	-100%
- QP de financement externe virée au résultat	902	1 120	-218	-19%
- QP de subvention virée au résultat	834	941	-107	-11%
- PCEA	104	5 321	-5 217	-98%
+ VCEA	597	1 658	-1 061	-64%
CAF COMPTABLE	55 344	23 562	31 782	135%

La capacité d'autofinancement dégagée au titre de l'exercice 2024 s'élève à 55,3 M€, en hausse de 31,8 M€ par rapport à 2023.

L'augmentation du niveau de la CAF est à mettre en lien avec la hausse de l'EBE qui atteint 50,9 M€ en 2024 soit +35,1 M€ par rapport à 2023.

Remarque : suite au changement de plan de compte intervenu en juin 2020, les charges relatives au compte épargne temps des salariés ne constituent plus des dettes sociales mais une provision pour risques et charges. Afin de conserver une meilleure comparabilité entre exercices dans l'analyse du tableau de financement, il a été décidé de conserver ces charges dans les passifs circulants de l'entreprise. En parallèle, ces charges ont été réintégrées dans le calcul de la capacité d'autofinancement.

6.1.1.2 Cessions ou réductions d'actifs immobilisés

Les produits de cessions des éléments d'actifs corporels s'élèvent à 0,1 M€ au 31 décembre 2024. Ils sont en forte diminution par rapport à l'exercice 2023 dans lequel figurait la cession immobilière du site de Saint Laurent du Var en région Provence Alpes Côte d'Azur Corse pour 5 M€. Les 0,1 M€ sont constitués des cessions de véhicules et de matériels pour des valeurs unitaires inférieures à 20 000 €.

Les immobilisations financières correspondent essentiellement à des dépôts, prêts ou cautionnements donnés par l'EFS ainsi que la participation des employeurs à l'effort de construction dont l'EFS s'acquitte sous forme de prêts remboursables sur 20 ans. Ainsi, en 2024, l'EFS a mobilisé des ressources à hauteur de 1,8 M€ à cet effet et perçu des remboursements pour 0,7 M€ en contrepartie.

6.1.1.3 Subventions d'investissements

Les subventions d'investissement s'élèvent à 0,7 M€ en 2024 en augmentation de 0,6 M€ par rapport à 2023. Elles correspondent principalement aux subventions suivantes :

- 0,3 M€ versé par l'ARC dans le cadre du projet CARTALLEU pour l'acquisition d'un automate Prodigy ;
- 0,1 M€ de subventions régionales pour l'acquisition d'un cytomètre et d'une cuve cryogénique ;
- 0,1 M€ de subventions FEDER dans le cadre du projet BIOLMP.

6.1.1.4 Emprunts

En 2024, le budget prévisionnel de l'établissement français du sang présentait un plan de financement intégrant la mise en place d'un nouvel emprunt. Positionné initialement à la fin du premier semestre 2024, cet emprunt de 30 M€ permettait de financer une partie des investissements de l'établissement. Cependant, compte tenu du niveau de trésorerie de début d'année et de la tendance baissière des taux anticipée à l'époque, il a été convenu avec les administrations centrales de ramener cet emprunt à 20 M€ et de le positionner le plus tardivement possible dans l'année afin de bénéficier d'un coût optimisé. En novembre 2024, l'établissement français du sang a ainsi souscrit un emprunt de 20 M€ auprès du LCL pour une durée de 10 ans à un taux fixe de 3,0%.

Pour rappel, un emprunt de 15 M€ a été contractualisé en 2020 auprès de La Banque Postale afin de financer une partie des investissements immobiliers. Le prêt a été mis en place en septembre 2020 pour une durée de 10 ans avec un taux d'intérêt annuel fixe de 0,72%.

6.1.2 Les emplois

Les emplois 2024 sont en hausse de 3,0 M€ par rapport à 2023 passant ainsi de 41,9 M€ à 44,9 M€.

6.1.2.1 Acquisition d'immobilisations

Le montant des acquisitions d'immobilisations s'élève à 43,4 M€ (+3,0 M€ par rapport à 2023). Elles se décomposent comme suit :

- Immobilisations incorporelles : 3,7 M€ (-0,8 M€ par rapport à 2023) ;
- Immobilisations corporelles : 37,8 M€ (+3,9 M€ par rapport à 2023) ;
- Immobilisations financières : 1,8 M€ (-0,1 M€ par rapport à 2023).

L'analyse des investissements est réalisée dans la partie « 5. Les investissements de l'exercice 2024 ».

6.1.2.2 Réduction des capitaux propres

Aucune réduction des capitaux propres n'est constatée en 2024.

6.1.2.3 Remboursements d'emprunts et dettes assimilées

Le remboursement de dettes effectué en 2024 est identique à celui de l'exercice précédent. En 2024, les remboursements pour 1,5 M€ sont constitués uniquement des échéances de l'emprunt Banque Postale de 15 M€. Le premier remboursement de l'emprunt souscrit auprès du LCL n'interviendra qu'en 2025.

Taux d'endettement				
En K€	RE 2024	RE 2023	Δ RE 2024 / RE 2023	
			K€	%
Dettes financières MLT	28 878	10 284	18 594	180,8%
Capitaux propres	266 277	256 258	10 019	3,9%
Taux d'endettement	10,8%	4,0%		

Avec la mise en place du nouvel emprunt, le niveau d'endettement de l'EFS rapporté aux capitaux propres passe de 4,0% à 10,8% entre 2023 et 2024.

Taux d'endettement				
En K€	RE 2024	RE 2023	Δ RE 2024 / RE 2023	
			K€	%
Dettes financières MLT	28 878	10 284	18 594	180,8%
CAF comptable	53 760	23 562	30 198	128,2%
Taux d'endettement	53,7%	43,6%		

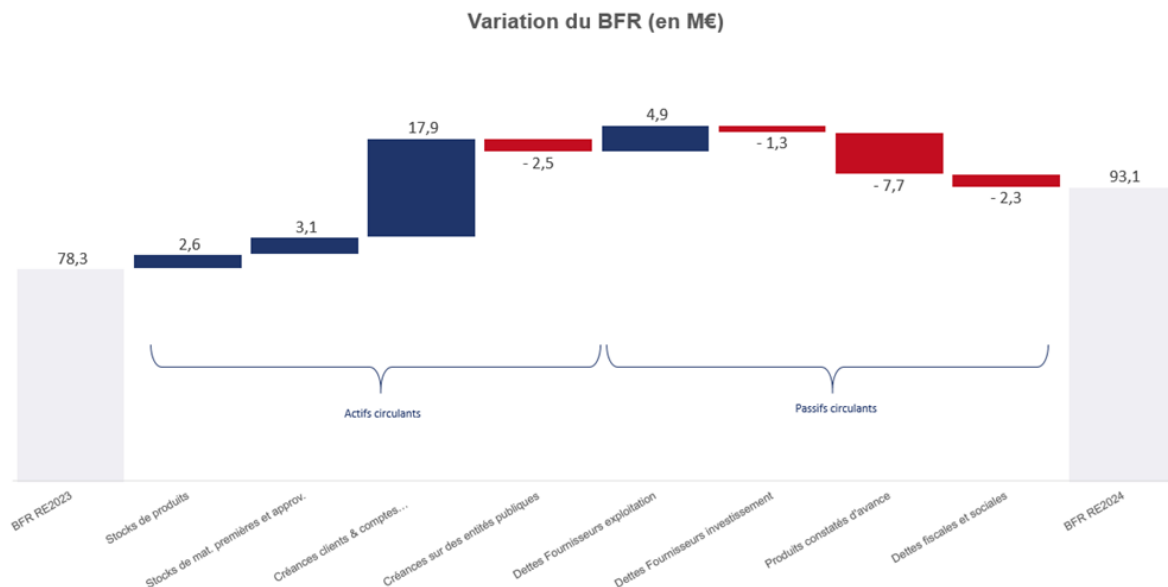
L'augmentation importante de la CAF entre les deux exercices entraine une augmentation moins marquée sur le second ratio. Les dettes financières rapportées à la CAF passent ainsi de 43,6% à 53,7% entre 2023 et 2024.

6.1.3 Variation du besoin en fonds de roulement (« BFR »)

Au 31 décembre 2024, le besoin en fonds de roulement de l'EFS augmente de 14,8 M€ par rapport à l'exercice 2023 passant ainsi de 78,3 M€ à 93,1 M€.

Variation du BFR				
En K€	RE2024	RE2023	Δ RE2024 / RE2023	
			K€	%
Actifs circulants	322 175	301 107	21 068	7,0%
Passifs circulants	229 091	222 777	6 314	2,8%
BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	93 084	78 329	14 754	18,8%

Pour la deuxième année consécutive, les actifs circulants (stocks + créances) augmentent de façon significative : +21,1 M€ soit +7,0% entre 2023 et 2024 (+32,4 M€ entre 2022 et 2023). Les passifs circulants augmentent également mais de façon moindre : +6,3 M€ soit +2,8% entre les deux exercices.



La hausse des créances clients en 2024 explique majoritairement l'augmentation du besoin en fonds de roulement entre 2023 et 2024.

BFR				
En K€	RE2024	RE2023	Δ RE2024 / RE2023	
			K€	%
Actifs circulants (4)	322 175	301 107	21 068	7,0%
Stocks nets	75 838	70 168	5 671	8,1%
Stocks de produits	37 285	34 685	2 600	7,5%
Stocks de matières premières et approvisionnements	38 553	35 483	3 071	8,7%
(+) Créances clients	213 082	194 690	18 392	9,4%
(+) Créances sur des entités publiques (Etat, autres EP)	20 578	23 050	-2 472	-10,7%
(+) Autres créances	5 887	6 575	-687	-10,5%
(+) Avances et acomptes versés sur commandes	174	478	-304	-63,6%
(+) Charges constatées d'avance	6 613	6 147	467	7,6%
(+) Ecart de conversion actif	2	0	2	16671,0%
Passifs circulants (5)	229 091	222 777	6 314	2,8%
(+) Dettes Fournisseurs	123 906	129 046	-5 140	-4,0%
Dettes Fournisseurs investissement	19 190	17 915	1 275	7,1%
Dettes Fournisseurs exploitation	104 716	111 131	-6 415	-5,8%
(+) Dettes Fiscales et sociales	90 471	88 182	2 289	2,6%
(+) Autres Dettes	2 606	1 093	1 513	138,5%
(+) Produits constatés d'avance	12 108	4 456	7 652	171,7%
(+) Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	0	0	0	-
(+) Ecart de conversion passif	0	0	0	-
BESOIN EN FOND DE ROULEMENT (6) = (4)-(5)	93 084	78 329	14 754	18,8%

6.1.3.1 Actif circulant

En 2024, la hausse des actifs d'exploitation de 21,1 M€ est essentiellement liée à la hausse des créances clients (+18,4 M€) combinée à la hausse des stocks et en-cours (+5,7 M€).

✓ Stocks et en-cours

Entre 2023 et 2024, les stocks et encours augmentent de 5,7 M€ dont +2,6 M€ sur les produits et +3,1 M€ sur les stocks de matières premières et approvisionnements.

Le ratio de rotation des stocks s'établit à 30,7 jours de chiffre d'affaires hors taxes en 2024. Il est en augmentation de 2,2 jours par rapport à 2023 du fait d'une augmentation plus importante des stocks (+8,1%) par rapport au chiffre d'affaires (+0,5%).

Délai de rotation des stocks			
En K€	RE2024	RE2023	Δ RE2024 / RE2023
Matières premières approvisionnements	38 553	35 483	3 071
En cours de production de biens	4 987	6 656	-1 669
Produits intermédiaires et finis	31 811	27 455	4 356
Marchandises	486	573	-87
Stocks et encours	75 838	70 168	5 671
Chiffre d'affaires HT	888 076	883 543	4 533
En jours de CA HT	30,7	28,6	2,2

✓ Créances clients

Entre 2023 et 2024, le ratio de rotation des créances clients passe de 78,8 à 85,7 jours de chiffre d'affaires TTC. Cette dégradation est liée à l'allongement des délais de règlement entrainant une hausse importante des créances clients (+21,1 M€ entre les deux exercices).

Délai de rotation des créances Clients			
En K€	RE2024	RE2023	Δ RE2024 / RE2023
Chiffres d'affaires TTC	894 761	889 871	4 890
Créances clients et créances rattachées	213 082	194 690	18 392
En jours de CA TTC	85,7	78,8	7,0

✓ Délais d'encaissement et d'apurement de l'encours

Entre 2023 et 2024, le délai de règlement en métropole passe de 59 à 60 jours. Combiné à la hausse des délais de règlement des clients dans les DOM (+43 jours) et spécifiquement dans la zone Antilles, le délai de paiement moyen pondéré atteint 67 jours en 2024 soit une augmentation de 3 jours par rapport à 2023.

Délai moyen	% CA	2024	2023	2022	2021
Hors DOM	96,9%	60	59	56	58
DOM	3,1%	270	227	160	190
Pondéré		67	64	60	62

Entre 2023 et 2024, le délai moyen d'apurement augmente de 3 jours pour atteindre 70 jours.

DSO moyen	% CA	2024	2023	2022	2021
Hors DOM	96,9%	68	65	63	64
DOM	3,1%	141	131	112	126
Pondéré		70	67	65	66

✓ Créances sur des entités publiques

Entre 2023 et 2024, les créances sur les entités publiques diminuent de 2,5 M€ dont :

- -1,8 M€ sur le crédit d'impôt société ;
- +6,5 M€ sur les créances liées à des subventions d'exploitation notifiées en 2024 mais non perçues dont 6,6 M€ en Bourgogne Franche Comté principalement au titre des projets FEDER, Cartalleu et Augmentreg ;
- -7,4 M€ sur le crédit de TVA.

6.1.3.2 Passif circulant

Le passif circulant augmente de 6,3 M€ entre 2023 et 2024. En effet, la baisse significative des dettes fournisseurs (-5,1 M€) est plus que compensée par la hausse des dettes fiscales et sociales (+2,3 M€) et la hausse des produits constatés d'avance (+7,7 M€) contrepartie de la créance sur des entités publiques pour les subventions à recevoir inscrites à l'actif du bilan (cf. paragraphe précédent). En effet, ces subventions ont été notifiées mais non versées en totalité à la clôture 2024.

✓ Dettes fournisseurs

Les dettes fournisseurs atteignent 123,9 M€ en 2024 soit une diminution de 5,1 M€ (-4,0%) dont -6,4 M€ sur les fournisseurs exploitation et +1,3 M€ sur les dettes fournisseurs investissements.

Le ratio de rotation fournisseurs diminue ainsi de 2,9 jours entre les deux exercices pour atteindre 91,3 jours d'achats TTC.

Délai de rotation des dettes Fournisseurs			
En K€	RE2024	RE2023	Δ RE2024 / RE2023
Achats, charges externes, MAD et investissements TTC	488 737	493 119	-4 382
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	123 906	129 046	-5 140
En jours d'achat TTC	91,3	94,2	-2,9

✓ Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales atteignent 90,5 M€ soit une augmentation de 2,3 M€ entre 2023 et 2024. Cette hausse est principalement liée à l'évolution des provisions CET qui augmentent de +2,0 M€ entre les deux exercices.

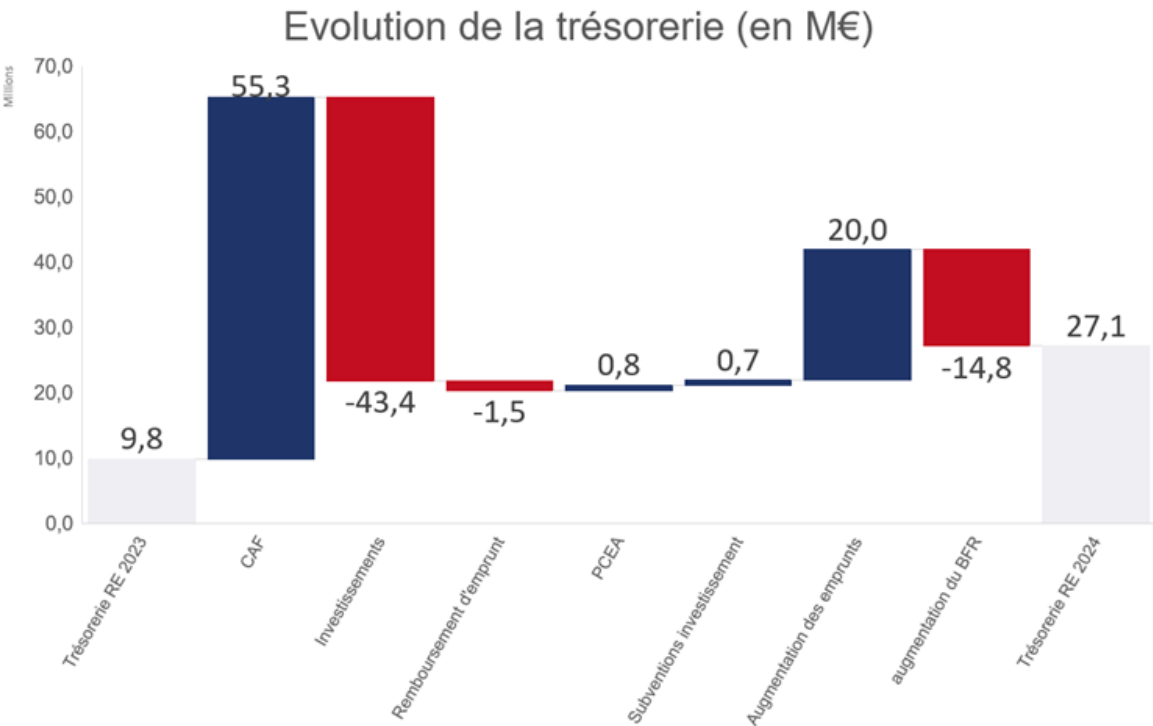
Remarque : pour rappel, suite au changement de plan de compte intervenu en 2020, les charges relatives au compte épargne temps des salariés ne constituent plus des dettes sociales mais une provision pour risques et charges. Afin de conserver une meilleure comparabilité entre exercices dans l'analyse du tableau de financement, il a été décidé de conserver ces charges dans les passifs circulants de l'entreprise. En parallèle, ces charges ont été réintégrées dans le calcul de la capacité d'autofinancement.

6.2 Variation nette de trésorerie

en K€	RE 2024	RE 2023
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT	32 022	-10 537
VARIATION DU B.F.R.	14 754	18 305
VARIATION DE TRESORERIE	17 268	-28 842
TRESORERIE NETTE	27 108	9 840

K€	RE 2024	RE 2023
FONDS DE ROULEMENT	120 192	88 170
B.F.R.	93 084	78 329
SOLDE DE TRESORERIE	27 108	9 840

Le niveau de trésorerie au 31 décembre 2024 s'élève à 27,1 M€ soit +17,3 M€ par rapport à fin 2023. En effet, malgré un besoin de fonds de roulement en augmentation, la capacité d'autofinancement et la mise en place de l'emprunt permettent de financer les investissements 2024.



7. MENTION SUR LA DECOMPOSITION DE LA DETTE FOURNISSEUR (EN €)

<u>AU 31/12/24</u>	<u>Fournisseurs</u> <u>Français</u> <u>hors groupe</u>	<u>Fournisseurs</u> <u>Etrangers</u>	<u>Fournisseur</u> <u>DIAGAST</u>	<u>TOTAL</u>
ECHU A PLUS DE 60 JOURS	5 095 413	31 768	0	5 127 181
ECHU DE 31 A 60 JOURS	1 222 476	387	3 319	1 226 181
ECHU DE 6 A 30 JOURS	2 072 268	10 686	2 742	2 085 696
ECHU A MOINS DE 5 JOURS	2 053 121	143 741	569	2 197 430
* Total Echu *	10 443 278	186 581	6 629	10 636 488
NON ECHU A MOINS DE 30 JOURS	34 698 249	3 675 389	752 476	39 126 114
NON ECHU A PLUS DE 30 JOURS	19 306 785	901 874	581 663	20 790 323
* Total Non Echu *	54 005 035	4 577 263	1 334 139	59 916 437
<u>TOTAL</u>	64 448 313	4 763 843	1 340 769	70 552 925

La dette totale au 31/12/2024 est en hausse de 7,5 M€ soit +11,9 % par rapport au 31/12/2023 :

Cette variation s'explique comme suit :

- +0,8 M€ de dettes échues à fin 2024 avec une augmentation des dettes à moins de 5 jours (+69,8% soit + 0,9 M€) et à plus de 60 jours (+26,8% soit +1,1 M€) et en parallèle une baisse des dettes de 6 à 30 jours (-35,2% soit -1,1 M€).
- +6,8 M€ de dettes non échues consécutivement à la hausse des dettes non échues à moins de 30 jours pour +3 M€ ainsi que des dettes non échues à plus de 30 jours qui augmentent de 3,8 M€.

Les dettes des fournisseurs étrangers augmentent de +0,9 M€ à l'instar des dettes des fournisseurs France qui ont augmenté de +7,0 M€. En ce qui concerne les dettes fournisseurs Diagast, elles baissent de 0,6 M€.

Parmi les fournisseurs dont la dette a augmenté en 2024, on peut citer Bio-Rad +2,1 M€, UGAP +1,6 M€ ou le CHU de Martinique +1,2 M€.

La dette du fournisseur Roche Diagnostics quant à elle diminue de 1,7 M€.

Concernant l'AP-HP, la dette a diminué de 0,6 M€ et s'établit au 31/12/2024 à 1,5 M€.

<u>AU 31/12/23</u>	<u>Fournisseurs</u> <u>Français</u> <u>hors groupe</u>	<u>Fournisseurs</u> <u>Etrangers</u>	<u>Fournisseurs</u> <u>Groupe</u> <u>DIAGAST</u>	<u>TOTAL</u>
ECHU A PLUS DE 60 JOURS	4 032 239	9 988		4 042 227
ECHU DE 31 A 60 JOURS	1 307 143	16 915	2 361	1 326 418
ECHU DE 6 A 30 JOURS	3 194 708	3 477	19 375	3 217 560
ECHU A MOINS DE 5 JOURS	1 268 659	4 648	20 666	1 293 972
* Total Echu *	9 802 749	35 027	42 402	9 880 178
NON ECHU A MOINS DE 30 JOURS	32 320 071	3 387 672	405 649	36 113 392
NON ECHU A PLUS DE 30 JOURS	15 180 559	467 067	1 389 508	17 037 133
* Total Non Echu *	47 500 630	3 854 739	1 795 157	53 150 526
<u>TOTAL</u>	57 303 379	3 889 765	1 837 560	63 030 703

8. RESULTAT DE L'EXERCICE ET PROPOSITION D'AFFECTATION DE CELUI-CI

L'exécution budgétaire et comptable de 2024 se solde par un résultat net de 11 374 K€.

Il est proposé au Conseil d'Administration de l'EFS d'affecter ce résultat en report à nouveau.

9. EVOLUTION PREVISIBLE, PERSPECTIVES D'AVENIR ET EVENEMENTS POST-CLOTURE

Le budget 2025 intègre une stabilité des cessions de CGR par rapport au réel 2024. L'atteinte d'un pallier paraît être le scénario le plus probable compte tenu de l'évolution de l'activité actuelle : le réel 2024 présente une diminution du niveau des cessions de 2,0% par rapport à l'année 2023, diminution moins marquée que celle enregistrée de 4,3% en 2023 versus 2022.

Concernant les cessions de plaquettes, le budget 2025 est également établi sur la base d'une stabilité des cessions de plaquettes par rapport au réel 2024.

Les cessions de plasmas thérapeutiques affichent quant à elles une nouvelle baisse de 3,4% dans le budget 2025 par rapport au réel 2024.

Les cessions de plasma pour fractionnement s'élèvent à 867 milliers de litres en 2024, en augmentation de 40 000 litres par rapport à 2023. Dans le cadre de la poursuite de l'ambition plasma, elles affichent une croissance dans le budget 2025 de 49 milliers de litres par rapport à 2024. A ce titre, l'établissement confirme sa cible d'atteindre 916 000 de litres dans le budget 2025.

Dans cette perspective, les prélèvements d'aphérèse plasmatique sont prévus en forte croissance (+18,5%, soit +70 665 prélèvements) par rapport à 2024. Pour tenir ce cap, l'établissement va poursuivre en 2025 l'ensemble de ces chantiers :

- **Recruter et fidéliser de nouveaux donneurs ;**
- **Elargir l'offre de collecte :** extension des horaires en maison du don, rénovation de certains sites à fort potentiel, reprise de la plasmaphérèse dans des sites ayant interrompu cette activité et ouverture de nouvelles maisons du don ;
- **Former, recruter du personnel de collecte** (+28 ETPA dans le budget 2025) et adapter l'organisation de notre travail ;
- Poursuivre les achats de séparateurs d'aphérèse.

Une revalorisation de la tarification du plasma issu d'aphérèse a été confirmée à partir du 1er janvier 2025 : la tarification s'établira à 140 € / L HT soit +17%.

Une hausse relative à la répercussion du coût des facteurs a également été intégrée dans le budget 2025 sur la tarification des activités associées et le plasma thérapeutique (hors groupement d'achats) à hauteur de 1 M€.

Le budget 2025 prévoit une diminution de l'activité IHR de 1,6% (-8,6 millions de B) par rapport au réel 2024, principalement liée à la baisse des cotations des actes de biologie médicale.

Pour rappel, une subvention d'exploitation a été enregistrée à hauteur de 100 M€ au réel 2024. Le budget 2025 intègre une dotation d'un même montant soit 100 M€.

En synthèse, ce budget présente :

- Un résultat net positif de 0,1 M€,
- Un résultat d'exploitation à -1,8 M€,
- La capacité d'autofinancement comptable s'établit à 43,6 M€,
- Le programme d'investissements 2025 est prévu à hauteur de 56,9 M€,
- Le niveau de trésorerie en fin d'exercice est prévu à hauteur de 20,7 M€.

Le budget initial 2025 a été approuvé au cours de la réunion du Conseil d'administration du 20 décembre 2024 sur le fondement d'une subvention de l'Assurance Maladie 2025 équivalente à celle de 2024 (soit un montant de 100 M€), en l'absence d'adoption définitive du PLFSS 2025 à la date de cette réunion. Ce montant provisoire de subvention ne permettait pas à l'EFS de financer l'intégralité de ses projets ni de porter l'ensemble de son ambition de transformation. Le PLFSS 2025 adopté définitivement le 17 février 2025 prévoit une évolution de la dotation de l'assurance maladie pour la porter à 110 M€, ce qui conduit l'EFS à travailler un budget rectificatif qui intègre ces nouvelles ressources.

9.1 Evènements post-clôture

Pas d'événement post-clôture.

9.2 Le financement des investissements 2025

Les investissements incorporels et corporels de l'exercice 2024 s'élèvent à 41,5 M€, en hausse de 3,1 M€ rapport au réalisé 2023 (38,5 M€). Ils représentent 4,7 % du chiffre d'affaires annuel et sont financés en partie sur fonds propres et grâce à un emprunt de 20 M€.

Après prise en compte des immobilisations financières, le montant total des acquisitions d'immobilisations de l'exercice 2024 s'élève à 43,4 M€ (40,4 M€ en 2023).

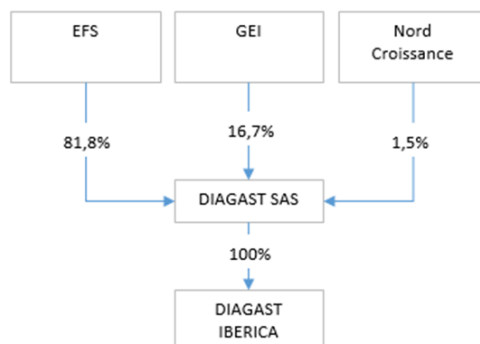
Le Budget des investissements 2025 se décompose comme suit :

Structure des investissements				
K€	BU2025	RE2024	Δ RE2024 / BU2025	
			K€	%
Projets immobiliers nationaux	13 245	4 461	8 784	197%
Maisons du don	4 448	2 648	1 799	68%
Projets immobiliers régionaux	3 984	4 353	-369	-8%
Divers immobilier	3 309	3 247	63	2%
IMMOBILIER	24 986	14 709	10 277	70%
Matériel sur projets immobiliers	94	353	-259	-73%
Projets matériel identifiés	4 919	3 704	1 215	33%
PPR	11 077	9 338	1 739	19%
Divers matériel	4 157	4 251	-93	-2%
MATERIEL LIE A L'ACTIVITE	20 247	17 646	2 601	15%
Informatique sur projets immobiliers		76	-76	-100%
Projets DSI Nationaux	6 728	4 481	2 247	50%
Projets DSI Régionaux		3	-3	-100%
Divers informatique	280	259	21	8%
PPR DSI	3 000	2 860	140	5%
INFORMATIQUE	10 008	7 679	2 329	30%
Mobilier sur projets immobiliers nationaux		163	-163	-100%
Mobilier, Véhicules, Divers	1 357	1 178	178	15%
Divers Autres	323	146	178	122%
AUTRES	1 680	1 487	193	13%
TOTAL	56 921	41 521	15 400	37%

En 2025, la capacité d'autofinancement dégagée et la conclusion d'un nouvel emprunt permettent de financer les investissements.

10. FAITS MARQUANTS RELATIFS AUX SOCIÉTÉS DU GROUPE

Suite à l'augmentation de capital de 6,0 M€ réalisée auprès des fonds GEI (Génération Entrepreneurs Investisseurs appartenant à la société Poincaré Gestion) et Nord Croissance (appartenant à l'Institut Régional de Développement) le 9 mai 2017, l'organigramme juridique est le suivant :



L'année 2024 a été marquée par :

- Un chiffre d'affaires de 50,2 M€ en baisse de 4,7% par rapport à 2023 ;
- Une trésorerie de clôture de 4,6 M€ en baisse de 4,2% par rapport à 2023 ;
- Installation et mise en service de la nouvelle ligne de production en bioproduction ;
- Baisse des stocks de matières premières pour 1,9 M€ par rapport à 2023 ;
- Survenance de réactovigilances dont les conséquences financières ne sont pour le moment pas connues :
 - Sur l'I-Mag Screen qui est sans risque patient mais qui génère des contraintes sur la production et pour les clients,
 - Sur les microplaques avec l'identification de puits vides et un risque patient de faux négatifs ;
- Un montant de destructions de matières premières, en cours et produits finis atteignant 1,25 M€ en hausse de 11,6 % par rapport à 2023 ;
- Compte tenu de ces éléments, l'exercice s'est achevé sur un résultat net comptable bénéficiaire de 48 894 euros (€) en diminution de 3 799 469 euros (€) par rapport à l'exercice précédent.

L'endettement auprès des établissements de crédit s'élève à un montant brut de 10 450 819 euros (€), réparti de la façon suivante :

- A un an au plus : 722 504 € ;
- A plus d'un an et 5 ans au plus : 5 034 526 € ;
- A plus de 5 ans : 4 693 789 €.

11. INFORMATIONS RELATIVES A LA PRESENTATION DES COMPTES CONSOLIDES

11.1 Notes sur le compte de résultat consolidé

✓ Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires consolidé s'élève à 931,14 M€ (928,08 M€ en 2023) dont 887,29 M€ pour l'EFS et 43,85 M€ pour Diagast et sa filiale. Le chiffre d'affaires interne réalisé entre l'EFS, Diagast et ses filiales a été éliminé pour 8,01 M€ (8,93 M€ en 2023).

Le chiffre d'affaires externe réalisé se décompose comme suit :

	En millions d'euros	
	31/12/2024	31/12/2023
<u>Par marché géographique :</u>		
- France	889,87	883,26
- Export	41,27	44,82
	<u>931,14</u>	<u>928,08</u>
<u>Par type d'activités :</u>		
- Ventes de biens	744,45	744,15
- Prestations de services	186,69	183,93
	<u>931,14</u>	<u>928,08</u>

✓ Résultat d'exploitation

Le résultat d'exploitation s'élève à +9,12 M€ (-8,36 M€ en 2023).

Il tient compte des éléments suivants :

- L'élimination des achats et ventes internes au groupe (8,04 M€) ;
- L'annulation des redevances au titre des contrats de location-financement (1,08 M€) ;
- La comptabilisation des dotations aux amortissements des immobilisations prises au titre des contrats de location-financement (1,70 M€).

Le montant des transferts de charges d'exploitation qui s'élève à 2,51 M€ dont 2,48 M€ pour l'EFS.

Le montant des honoraires des commissaires aux comptes au titre du contrôle légal des comptes s'élève pour l'exercice à 0,265 M€ pour l'EFS, 0,058 M€ pour DIAGAST.

✓ Résultat exceptionnel

A partir de l'exercice 2020, en application du nouveau plan comptable M9, le groupe EFS ne présente plus de résultat exceptionnel.

✓ **Résultat financier**

Le résultat financier s'élève à -0,1 M€ (+0,2 M€ en 2023).

Il tient compte essentiellement des éléments suivants :

- Les intérêts moratoires sur créances (+2,5 M€) ;
- Les intérêts sur emprunts et charges bancaires (- 0,6 M€) ;
- Une dotation nette aux provisions pour intérêts moratoires (-2 M€) ;
- Des gains et pertes de change pour (-0,02 M€).

✓ **Impôts sur les bénéfices**

- Le montant de la charge d'impôt sur le bénéfice de l'exercice de 1,7 M€ concerne essentiellement :
 - Les crédits d'impôts en faveur de la recherche pour -3,4 M€,
 - 1,8 M€ concernant l'impôt exigible,
 - -0,1 M€ d'impôt différé.
- Les impôts différés actifs figurant au bilan pour 0,65 M€ sont dus uniquement aux différences temporelles d'imposition de la société Diagast SAS.
- Les impôts différés de l'EFS ne sont pas inscrits à l'actif du bilan consolidé du fait de l'appréciation jugée non suffisante des résultats bénéficiaires prévisionnels à moyen terme. Cette option est justifiée par le montant des reports déficitaires restant à imputer (84,91 M€) relativement aux différences temporaires d'imposition (appréciation du management de l'EFS sur les hypothèses d'imputation ultérieure de cette créance sur l'impôt exigible).

✓ **Résultat net consolidé**

Le résultat net consolidé de l'exercice 2024 est un bénéfice de +10,73 M€ (contre une perte de -5,82 M€ en 2023), après comptabilisation du produit net d'impôt de +1,70 M€.

✓ **Engagements hors bilan**

- Les principaux engagements donnés sont les suivants :

En euros	31/12/2024
Engagements de retraite non comptabilisés en provisions	1 066 000
Promesse d'hypothèque immobilière	8 000 000
TOTAL	9 066 000

- Les principaux engagements reçus sont les suivants :

Nature	En millions d'euros	
	31/12/2024	31/12/2023
Lignes de trésorerie non utilisées - Découvert autorisé		20,00
Cautions bancaires sur marchés de travaux	1,30	1,53

11.2 Effectifs Groupe EFS

L'effectif du groupe au 31/12/2024 se répartit de la manière suivante :

Catégories de personnel	Effectif EFS	Effectif DIAGAST et IBERICA	Effectif total Groupe au 31/12/2024	Effectif total Groupe au 31/12/2023
Cadres	2 079	135	2 214	2 193
Agents de maîtrise et techniciens	6 108	86	6 194	6 097
Employés	445	38	483	474
TOTAL	8 632	259	8 891	8 764

✓ Droits individuels à la formation

Depuis le 1er janvier 2015, le Compte Personnel de Formation (CPF) remplace le droit individuel à la formation.

11.3 Tableau des flux de trésorerie du groupe

En EUR	31/12/2024	31/12/2023
Résultat net consolidé	10 731 059	-5 820 881
Amortissements et provisions	48 866 879	40 650 104
Variation des impôts différés	-85 968	-387 402
Plus-values de cession, nettes d'impôt	622 977	-3 398 252
Marge brute d'autofinancement des entités intégrées	60 134 947	31 043 569
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-14 636 430	-23 930 507
Flux net de trésorerie généré par l'activité	45 498 517	7 113 062
Acquisition d'immobilisations	-47 331 961	-44 751 375
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt	112 150	6 572 404
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-47 219 811	-38 178 971
Financement reçus de tiers	1 103 086	2 105 132
Emissions d'emprunts	20 143 325	5 574 548
Remboursements d'emprunts	-3 502 956	-3 379 432
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	17 743 455	4 300 248
Incidence des variations de cours des devises		
Variations de trésorerie	16 022 161	-26 765 661
Trésorerie d'ouverture	15 734 441	42 500 102
Trésorerie de clôture	31 756 602	15 734 441